

# Tibet, le dalai-lama et la géopolitique de la réincarnation



# Sommaire

Résumé : La réincarnation et les objectifs stratégiques de la Chine . . . . .	3
Principales conclusions . . . . .	5
Le plan de la Chine pour mettre fin au soutien mondial au Tibet dans « l'ère post-dalaï-lama » . . . . .	6
La position du 14ème dalaï-lama . . . . .	7
Le cadre de la succession à Dharamsala . . . . .	8
Où et pourquoi ? . . . . .	9
Le précédent du panchen lama . . . . .	10
Les nouvelles stratégies chinoises sur la réincarnation . . . . .	13
Les programmes de formation : un outil pour légitimer l'ingérence du parti . . . . .	15
Les responsables susceptibles d'identifier un 15e dalaï-lama en République populaire de Chine . . . . .	16
Le contrôle stratégique du bouddhisme tibétain . . . . .	16
Projeter la "sinisation" à travers l'Himalaya et au-delà . . . . .	18
Le rôle de la Mongolie dans la survie du bouddhisme tibétain et dans la succession des dalaï-lamas . . . . .	19
Un groupe pro-chinois utilisé pour s'opposer au dalaï-lama . . . . .	20
Sécurisation au Népal . . . . .	21
Susciter une réponse internationale . . . . .	22
Recommandations aux gouvernements . . . . .	24
Annexe . . . . .	25
Méthodologie . . . . .	27

## Résumé : La réincarnation et les objectifs stratégiques de la Chine

Le parti communiste chinois (PCC) impose en accéléré des plans qui ont été élaborés pour forcer à respecter la pratique bouddhiste tibétaine de la réincarnation, tandis que Sa Sainteté le 14<sup>e</sup> dalaï-lama avance dans l'âge.

Le bouddhisme a fondamentalement façonné la civilisation tibétaine, depuis son introduction au Tibet au VII<sup>e</sup> siècle. Il fait aujourd'hui partie intégrante de la vie et de l'identité culturelle des Tibétains.

Dans le cadre de la tradition bouddhiste, les Tibétains ont développé un système unique de reconnaissance des réincarnations (ou « tulku ») des maîtres spirituels. Ces maîtres se consacrent entièrement à développer la compassion et à aider tous les êtres sensibles. Depuis l'arrivée du 5<sup>e</sup> dalaï-lama au XVII<sup>e</sup> siècle, les lamas réincarnés sont devenus le noyau du gouvernement bouddhiste du Tibet, combinant autorité religieuse et politique.

La civilisation bouddhiste du Tibet s'est encore renforcée sous la direction du 14<sup>e</sup> dalaï-lama. Le dalaï-lama a alors uni les Tibétains de toutes les écoles bouddhistes et de toutes les régions du Tibet, en diffusant de surcroît le bouddhisme tibétain dans le monde entier.

Aujourd'hui, l'autorité spirituelle du 14<sup>e</sup> dalaï-lama s'étend à l'Himalaya, en particulier au Népal, au Ladakh, au Sikkim, au Bhoutan, à des pays traditionnellement bouddhistes comme le Japon, le Vietnam et le Myanmar, ainsi qu'aux républiques russes d'Asie centrale de Touva, de Kalmoukie et de Bouriatie. Elle englobe également l'Inde où réside le 14<sup>e</sup> dalaï-lama et la Mongolie, le plus grand pays libre au monde dont la population est majoritairement bouddhiste tibétaine. L'influence du dalaï-lama s'étend à l'Ouest et à travers la République populaire de Chine où de nombreux Chinois sont dévoués aux enseignants religieux tibétains.

La lutte de Pékin pour s'approprier et contrôler les questions au cœur de l'identité religieuse tibétaine s'inscrit dans une volonté de s'assurer un contrôle total du Tibet et de projeter sa domination au-delà de ses frontières.

Ces forces politiques et religieuses ouvrent la voie à une intensification du scénario géopolitique en lien avec les plans élaborés par la Chine pour installer une figure de proue approuvée par le parti communiste en tant que prochain dalaï-lama. Des répercussions pour le Tibet et en dehors de la République populaire de Chine naîtront de cette orientation prise.

En 1954, Mao Zedong a déclaré au jeune dalaï-lama que « la religion est un poison ». Depuis l'invasion du Tibet en 1949-1950, la Chine a détruit des milliers de monastères, brûlé des textes religieux sur de grands bûchers et a torturé des enseignants religieux. La Chine les a contraints à une « rééducation patriotique » et à des « travaux forcés ». La Chine continue d'anéantir le bouddhisme tibétain au Tibet, en démolissant les structures religieuses, en imposant une éducation idéologique aux moines et en lançant des campagnes virulentes contre le dalaï-lama qu'elle qualifie de « scissionniste » et de « loup en robe de moine ».<sup>1</sup>

Compte tenu de la position prise par le gouvernement chinois, on aurait pu s'attendre à ce que Pékin mette fin à l'institution du dalaï-lama.

Or, le PCC a développé une stratégie tout autre dont le but est d'exercer un contrôle sur le système de réincarnation bouddhiste tibétain. Cette stratégie consiste particulièrement à insister sur le fait que la Chine a la prérogative de reconnaître le prochain dalaï-lama et à cibler non seulement les Tibétains mais aussi la communauté internationale au sens large afin d'asseoir son autorité au Tibet et de renforcer son influence dans le monde bouddhiste tibétain.



La lutte de Pékin pour s'appropriier et contrôler le système de réincarnation frappe au cœur de l'identité religieuse tibétaine. La réincarnation est le fondement même de la croyance et de la pratique bouddhiste tibétaine, ancrée dans le concept du cycle de la naissance, de la mort et de la renaissance.

Au Tibet, le principe bouddhiste de la renaissance a évolué vers une forme de pratique distinctive qui reconnaît une chaîne de renaissances d'un maître spirituel particulier. Le dalaï-lama est l'une de ces réincarnations qui remonte au 14<sup>e</sup> siècle. L'actuel dalaï-lama est la 14<sup>e</sup> réincarnation de sa lignée. Il est l'un des leaders moraux et religieux les plus respectés au monde.

Alors qu'il avance dans l'âge, les Tibétains sont confrontés à des questions douloureuses et difficiles sur l'avenir.

En 2011, comprenant cette éventualité, le 14<sup>e</sup> dalaï-lama a publié un document écrit concernant sa succession dans lequel, parmi d'autres points évoqués, il a déclaré qu'il pouvait nommer quelqu'un comme son successeur alors qu'il était encore en vie,<sup>2</sup> C'est une pratique qui est ancrée dans un précédent historique. Le PCC a rejeté le document en affirmant que « seul Pékin peut approuver son successeur ».

La « sinisation » du bouddhisme tibétain par la Chine et son ingérence dans le système de réincarnation ont des implications d'une grande portée. Ils cherchent à briser définitivement l'identité tibétaine et à la remodeler.

La « sinisation » du bouddhisme tibétain vise à briser le lien profond qui unit le peuple tibétain au dalaï-lama. Elle implique un système dystopique de surveillance high-tech et de contrôle des monastères et des couvents. Des milliers de moines et de nonnes ont été expulsés d'instituts religieux, et certains ont été soumis à des campagnes de « rééducation » « patriotique » extrêmes, avec torture et abus sexuels.

La politique de la Chine au Tibet et la position officielle sur la réincarnation sont fondées sur la notion de « maintien de la stabilité » (weiwen), sur la réalisation d'une « stabilité à long terme », euphémisme politique pour dire qu'il s'agit d'écraser la dissidence ou les opinions modérées qui s'opposent au PCC, et sur le respect de l'État-parti.<sup>3</sup>

La réincarnation des chefs religieux tibétains et surtout la succession du dalaï-lama sont décrites par les officiels comme des « luttes politiques majeures » pour le « maintien de la stabilité ». En avril 2020, Liu Zhiqiang, secrétaire adjoint du Comité du Parti dans la ville de Lhoka, dans la région de l'U-Tsang (en chinois : Shannan, région autonome tibétaine), a ordonné de « se concentrer sur le traitement des luttes politiques majeures que sont le décès et la réincarnation du 14<sup>e</sup> dalaï-lama » afin de « maintenir la stabilité ».<sup>4</sup>

La Chine considère la croyance religieuse comme l'un de ses problèmes les plus importants au Tibet. La Chine a échoué par son incapacité à éloigner les Tibétains de leur pratique spirituelle, de leurs croyances religieuses profondément enracinées et en particulier de leur allégeance au dalaï-lama.

Ce rapport décrit les implications géopolitiques du plan chinois visant à « siniser » le bouddhisme tibétain et de sa tentative de contrôle de la succession du dalaï-lama.

# Principales conclusions

- Des documents internes du parti communiste chinois récemment dévoilés révèlent que Pékin a élaboré une stratégie de relations publiques ciblant les gouvernements et les médias occidentaux. Cette stratégie comprend un plan qui vise à mettre fin au soutien international au Tibet dans ce que la Chine appelle « l'ère post-dalaï ». Une partie du plan chinois consiste à installer leur propre candidat comme dalaï-lama.
- Le dalaï-lama est la figure religieuse et séculaire la plus importante pour le peuple tibétain. Il est au cœur de l'avenir du Tibet et du bouddhisme tibétain. L'institution du dalaï-lama bénéficie d'une légitimité et d'une autorité spirituelle qui englobe l'Himalaya indien et népalais, l'Asie centrale et la Mongolie. En Chine, un nombre croissant de bouddhistes chinois suivent le bouddhisme tibétain.
- Associé à des mesures extrêmes de « sinisation », l'objectif de la Chine est de s'assurer un contrôle plus durable du Tibet.
- La Chine considère le contrôle des réincarnations du bouddhisme tibétain comme une composante essentielle de ses efforts pour assurer son autorité au Tibet, éliminer l'identité linguistique, culturelle et religieuse du Tibet et asseoir son influence et sa domination à travers le monde bouddhiste. Un précédent avait été créé en 1995 avec l'enlèvement et la disparition orchestrés par Pékin du jeune garçon Gedhun Choekyi Nyima, reconnu par le dalaï-lama comme le 11<sup>e</sup> panchen-lama. C'est le candidat de la Chine, Gyaltsen Norbu, qui s'est vu attribuer son rôle.
- Les efforts de la Chine pour contrôler le bouddhisme tibétain s'étendent à l'Inde, à la Mongolie, au Bhoutan, au Népal et à l'Asie centrale.
- La Chine a renforcé les efforts d'éducation politique et d'endoctrinement, ciblant non seulement les moines et les nonnes mais aussi les Tibétains laïcs au niveau local afin de briser les loyautés existantes envers le chef spirituel en exil. Si des Tibétains sont surpris en train de communiquer avec les communautés en exil, notamment à Dharamsala, au sujet de l'identification des lamas réincarnés, ils risquent la torture, l'emprisonnement, voire la mort.<sup>5</sup>
- Des forums bouddhistes tibétains liés à l'initiative « la Ceinture et la Route » de Xi Jinping sont organisés pour tirer parti du bouddhisme tibétain et étendre l'influence extraterritoriale de la Chine.
- Le 14<sup>e</sup> dalaï-lama a affirmé que :
  - Il est la seule autorité légitime sur toute réincarnation future.
  - S'il doit se réincarner, ce sera dans un pays libre hors de la République populaire de Chine.
  - C'est au peuple tibétain et aux bouddhistes à travers l'Himalaya et en Mongolie de décider si l'institution du dalaï-lama doit continuer.
  - Un adulte peut être choisi comme son successeur.
  - Une femme pourrait être reconnue comme une rupture avec une tradition séculaire.
  - Une décision sera prise en étroite concertation avec les chefs religieux tibétains et d'autres personnes, lorsqu'il aura 90 ans en 2025.

## Le plan de la Chine pour mettre fin au soutien mondial au Tibet dans « l'ère post-dalaï-lama »

Les dirigeants chinois sont conscients de la centralité du dalaï-lama pour le Tibet présent et futur. L'agressivité dont fait preuve Pékin est alimentée par ses préoccupations quant à sa propre capacité à maintenir la stabilité au Tibet.

Des documents inédits et décisifs de la politique chinoise,<sup>6</sup> obtenus par d'habiles chercheurs tibétains ayant des contacts en RPC, révèlent que le gouvernement chinois prépare minutieusement ce qu'il décrit comme « l'ère post-dalaï », un terme employé pour parler de ses plans visant à tirer bénéfice de la disparition du dalaï-lama et à lui choisir un successeur.

Un document établit une distinction claire entre « l'ère du dalaï-lama tardif », lorsque le dalaï-lama est vivant et que le pouvoir politique est entre les mains du gouvernement tibétain en exil,<sup>7</sup> et « l'ère post-dalaï » qui fait référence à la période qui suivra son décès.<sup>8</sup>

Les documents révèlent la stratégie émergente du régime selon laquelle la disparition de l'un des chefs spirituels les plus appréciés et les plus vénérés au monde constituera une occasion « stratégique » et « historique » pour Pékin de réinitialiser la politique du Tibet et de mettre fin au soutien international.

Les documents rédigés par des universitaires chinois issus d'instituts dirigés par le parti reconnaissent que les efforts qui visent à influencer l'opinion mondiale ont jusqu'à présent été un échec cuisant en raison de la force du soutien dont bénéficient le dalaï-lama et le Tibet sur la scène internationale.

Ces documents livrent des aperçus de l'insécurité et du positionnement du PCC, alors que ses dirigeants redoublent d'efforts pour mettre en œuvre des mesures oppressives de contrôle. Ils donnent le sentiment que les résultats ne sont pas certains aux yeux du parti et offrent ainsi de brefs et rares aperçus de la pensée et des préparatifs en cours dans le parti. L'un des documents reconnaît qu'il est possible que « les forces occidentales hostiles fassent de plus en plus de bruit autour de la « question du Tibet » et qu'il est peu probable que le poids international de la question du Tibet diminue en raison de la fin de l'ère des dalaïs ».<sup>9</sup>

Le premier document<sup>10</sup> indique également que le décès du dalaï-lama offre à la Chine l'occasion de « sortir de sa situation passive en communiquant sur le Tibet ». Un document ultérieur datant de 2017<sup>11</sup> indique que la question de la réincarnation « sera inévitable mais devrait également être considérée comme une opportunité ».<sup>12</sup> Ces deux documents soulignent la nécessité pour le PCC de mettre en place une stratégie de relations publiques axée sur les efforts de la Chine pour positionner le panchen-lama chinois à la place de « l'idole disparue » (Gedhun Choekyi Nyima, choisi par le dalaï-lama pour être le 11<sup>e</sup> panchen-lama et disparu en 1995 – voir la section 6 intitulée « Le précédent du panchen-lama »). Ces documents insistent également sur le fait d'utiliser cette situation pour renforcer la position de la Chine sur la scène internationale qui entamerait ainsi une « nouvelle ère » de contrôle du Tibet.

La possibilité d'une phase de violence au Tibet à la mort du dalaï-lama est également évoquée. Toutefois, cette analyse ne tient pas compte du fait qu'une flambée de violence serait probablement le résultat de l'ingérence de la Chine dans le processus de sélection et de ses mesures d'oppression contre le bouddhisme. La grande majorité des Tibétains suivent la position du dalaï-lama sur la non-violence, malgré des décennies d'une répression politique sévère qui renvoie la plus légère expression de loyauté envers le chef spirituel en exil devant un tribunal pénal.

Les manifestations pacifiques de 2008, caractérisées par la participation des jeunes dont beaucoup portaient des photos du dalaï-lama et demandaient son retour au Tibet, ont marqué un tournant pour les dirigeants chinois. Ces derniers ont alors compris qu'ils n'avaient pas réussi à affaiblir l'influence du 14<sup>e</sup> dalaï-lama et à assimiler les Tibétains à la culture Han majoritaire.

Malgré des décennies d'efforts stratégiques déployés par Pékin pour « rééduquer » les moines et les nonnes tibétains, un document<sup>13</sup> souligne le manque de confiance actuel dans les moines, stipulant que seuls les « tulkus de haut niveau » (ceux approuvés par le parti communiste) devraient être autorisés à « prêcher des idées bouddhistes » et que les lamas et les tulkus ordinaires « ne doivent pas être autorisés à discuter de la liberté religieuse », car il estime que « ce n'est pas leur force et que cela ne fait pas partie de leur travail ».

Il est en outre déclaré que si le gouvernement central doit imposer son propre candidat pour le 15e dalaï-lama, « le façonnage de l'image de la 15e réincarnation devra être mis à l'ordre du jour dès que possible ». On sait que ce processus est en cours. Selon une source tibétaine, un « petit groupe préparatoire » de 25 personnes a été créé à Lhasa pour superviser les dispositions prises en vue de la sélection du 15e dalaï-lama.<sup>14</sup>

## La position du 14ème dalaï-lama

Les dalaï-lamas successifs ont joué un rôle central dans la politique tibétaine en combinant l'autorité religieuse et politique. Ce système complémentaire de gouvernance, appelé « chösi sungdrel », est devenu un point de repère du gouvernement de Gaden Phodrang<sup>15</sup> sous lequel les dalaï-lamas successifs ont régné sur le Tibet. En exil, le Gaden Phodrang Trust a été créé en tant que principal organe<sup>16</sup> chargé de gérer les affaires relatives au dalaï-lama et au processus de succession.

Le 14 mars 2011, le dalaï-lama a adressé une lettre historique au parlement en exil afin de transférer son autorité politique à une direction démocratiquement élue. Le dalaï-lama a déclaré que « l'essence d'un système démocratique est, en résumé, la prise de responsabilité politique par des dirigeants élus pour le bien du peuple » et que « le temps est venu pour moi de transférer mon autorité formelle à une telle direction élue ». Depuis, un Sikyong (président tibétain) a été élu par les Tibétains de la diaspora. Le Sikyong a assumé toutes les responsabilités politiques de l'administration en exil.

Dans son article intitulé « New changes and countermeasures against Tibet independence splittist activities in the post-Dalai era », Wang Yanmin laisse entendre que la dévolution du pouvoir politique à la démocratie en exil est considérée par la Chine comme une force pour le dalaï-lama.

En septembre 2011, le 14e dalaï-lama a fait une déclaration écrite officielle concernant sa succession, affirmant définitivement son autorité sur le processus de succession, niant ainsi toute légitimité du PCC dans ce processus.<sup>17</sup>

Expliquant les raisons de sa déclaration, le dalaï-lama a déclaré : « Les dirigeants autoritaires de la République populaire de Chine qui en tant que communistes rejettent la religion mais s'impliquent néanmoins dans les affaires religieuses, ont imposé une soi-disant campagne de rééducation [...] concernant le contrôle et la reconnaissance des réincarnations [...] C'est scandaleux et honteux. L'application de ces diverses méthodes inappropriées de reconnaissance des réincarnations pour éradiquer nos traditions uniques de la culture tibétaine causera des dommages qui seront difficiles à réparer. »

Il a ajouté : « De plus, ils disent qu'ils attendent ma mort et qu'ils reconnaîtront le 15e dalaï-lama de leur choix. Il ressort clairement de leurs récents règlements et de leurs déclarations ultérieures qu'ils ont une stratégie détaillée pour tromper les Tibétains, les adeptes de la tradition bouddhiste tibétaine et la communauté mondiale. »

**« L'application de ces diverses méthodes inappropriées de reconnaissance des réincarnations pour éradiquer nos traditions uniques de la culture tibétaine causera des dommages qui seront difficiles à réparer. »**

« Par conséquent, pendant que je suis encore physiquement et mentalement en forme, il me semble important d'établir des directives claires pour reconnaître le prochain dalaï-lama afin qu'il n'y ait pas de place pour le doute ou la tromperie. »

Le 14e dalaï-lama a souvent répété que le but de la réincarnation est « d'accomplir la tâche de la vie [de l'incarnation] précédente » et que sa vie se déroule hors du Tibet et que « par conséquent, ma réincarnation se trouvera logiquement hors [de la RPC] ». <sup>18</sup>

Il a également déclaré que le prochain dalaï-lama pourrait éventuellement être une femme, en faisant remarquer que : « Si une femme se révèle plus utile, le lama pourrait très bien être réincarné sous cette forme » et il a en outre déclaré qu'il décidera de cette question, après avoir consulté étroitement les hauts responsables religieux tibétains, les Tibétains eux-mêmes et d'autres personnes « concernées » qui suivent la tradition bouddhiste tibétaine, « lorsqu'il aura environ 90 ans ». <sup>19</sup>

En 2018, le dalaï-lama a de nouveau indiqué que la pratique traditionnelle consistant à trouver une réincarnation infantile du dalaï-lama n'était en aucun cas une certitude, précisant que son successeur pourrait être « un haut lama ou bien un érudit », ou une personne « âgée d'environ 20 ans ». <sup>20</sup>

À la fin du document de 2011, le dalaï-lama déclare : « Gardez à l'esprit qu'en dehors de la réincarnation reconnue par ces méthodes légitimes, aucune reconnaissance ou aucune acceptation ne devrait être accordée à un candidat choisi à des fins politiques par quiconque, y compris ceux de la République populaire de Chine. »

## Le cadre de la succession à Dharamsala

Lors de la 14e Conférence religieuse tibétaine de 2019, il a été déclaré que « le lien karmique entre les dalaï-lamas et le peuple tibétain est inséparable » et que « tous les Tibétains souhaitent sincèrement la poursuite de l'institution et de la réincarnation du dalaï-lama à l'avenir ».

La foi et l'allégeance du peuple tibétain envers le dalaï-lama sont profondes et peuvent être mises en évidence par l'appel continu des Tibétains pour son retour au Tibet et par les réponses à ses déclarations faites depuis l'exil. Par exemple, un nombre impressionnant de manifestants tibétains qui se sont auto-immolés ont demandé le retour du dalaï-lama au Tibet. <sup>21</sup> De même, à la suite d'une déclaration du dalaï-lama appelant les Tibétains à cesser d'utiliser des fourrures d'animaux en voie de disparition, des milliers de Tibétains à travers le Tibet ont brûlé leurs précieuses peaux. <sup>22</sup>

Ce lien ne repose pas seulement sur l'association entre l'institution du dalaï-lama et le peuple tibétain depuis plus de 400 ans. Il s'étend également au domaine des croyances et des pratiques spirituelles. Dans l'esprit des Tibétains, l'ingérence de la Chine dans le choix du 15e dalaï-lama est tout simplement inacceptable.

Par conséquent, un certain nombre de réunions ont été organisées afin d'établir un précédent pour la consultation des Tibétains en exil au sujet de l'avenir de la lutte tibétaine et de l'institution du dalaï-lama.

La première de ces réunions s'est tenue en 2008. Malgré les dangers de la communication avec le monde extérieur, certains Tibétains de l'intérieur ont envoyé des messages au sommet. Un écrivain anonyme a déclaré : « Tant que le dalaï-lama est avec nous, nous avons la résolution et la sagesse. Le dalaï-lama doit lui-même affirmer le processus de réincarnation. Ce n'est qu'avec le 14e dalaï-lama que le processus aura de la respectabilité et de la légitimité, empêchant une période de vide dans la réincarnation et une implication des forces extérieures. »

Une autre réunion en octobre 2019 <sup>23</sup> a rassemblé des représentants de l'administration en exil avec des Tibétains de toute la diaspora. La conférence s'est concentrée sur « la relation entre la lignée de Leur Sainteté les dalaï-lamas et le peuple tibétain ». Ce fut l'occasion de réaffirmer leur rejet de l'ingérence de la Chine dans toute réincarnation future du dalaï-lama. <sup>24</sup>



« Si je meurs en tant que réfugié et que la situation des Tibétains et que la situation tibétaine reste telle quelle, alors ma réincarnation apparaîtra naturellement dans un pays libre. »

En novembre 2019, la 14e Conférence religieuse tibétaine a été convoquée à Dharamsala pour permettre la participation d'importantes personnalités tibétaines bouddhistes. Cette réunion a permis aux personnalités de se prononcer sur des questions tibétaines importantes, notamment la découverte et la reconnaissance de la réincarnation du dalaï-lama. Parmi les participants, figuraient des dirigeants des principales écoles bouddhistes tibétaines, des chefs et des membres d'instituts monastiques tibétains, des représentants de couvents tibétains ainsi que des délégués de la région de l'Himalaya.

La conférence a adopté à l'unanimité la « déclaration de Dharamsala » qui stipule, parmi plusieurs points essentiels, que « l'autorité de la décision concernant la manière dont la prochaine réincarnation du 14e dalaï-lama doit être exclusivement du ressort de Sa Sainteté le 14e dalaï-lama. Aucun gouvernement ou autre ne disposera d'une telle autorité. Si le gouvernement de la République populaire de Chine choisit à des fins politiques un candidat pour le dalaï-lama, le peuple tibétain ne reconnaîtra ni ne respectera ce candidat. »

En janvier 2021, la 13e conférence de la Conférence asiatique bouddhiste pour la paix s'est tenue à Colombo au Sri Lanka. La conférence a adopté collectivement la résolution Colombo-2021 :

- i « Continuer l'institution et la réincarnation du dalaï-lama dans le futur,
- ii Le 14e dalaï-lama en exercice sera la seule autorité à décider de la manière dont la prochaine réincarnation du dalaï-lama devra revenir. Le peuple tibétain ne reconnaîtra jamais aucun candidat à la réincarnation du dalaï-lama choisi et installé par le gouvernement chinois.
- iii Employer la méthode traditionnelle tibétaine unique, vieille de huit siècles, pour rechercher et reconnaître le prochain dalaï-lama. »

## Où et pourquoi ?

Deux dalaï-lamas sont nés en dehors de ce qui constitue aujourd'hui le Tibet. Le quatrième, Yonten Gyatso, est né d'un descendant de Gengis Khan en Mongolie et le sixième, Tsangyang Gyatso, est né à Tawang, dans l'actuel État indien de l'Arunachal Pradesh. La ville de Tawang est également importante car Sa Sainteté le 14e dalaï-lama y a trouvé son premier refuge à Chuthangmo dans, lors de sa fuite spectaculaire du Tibet en mars 1959.

Compte tenu de ces liens historiques et de la déclaration du dalaï-lama selon laquelle (traduction ci-dessus) : « Si je meurs en tant que réfugié et que la situation tibétaine reste telle quelle, alors ma réincarnation apparaîtra naturellement dans un pays libre », certaines personnes ont spéculé sur le fait qu'un 15e dalaï-lama pourrait naître dans l'une des régions himalayennes où le 14e dalaï-lama a séjourné et enseigné.

Cette hypothèse a un précédent historique.

Les visites du 14e dalaï-lama en Mongolie et en Arunachal Pradesh ont servi à rappeler à la RPC que son contrôle futur de l'institution et des résultats ne sont en aucun cas absolus. Les visites du dalaï-lama ont également été perçues par certains bouddhistes comme de possibles indicateurs d'intention, conformément à la pratique de certains dalaï-lamas antérieurs qui se réincarneraient dans des lieux qu'ils avaient visités auparavant.

Les habitants de l'Himalaya indien et népalais sont en grande partie adeptes du bouddhisme tibétain. Ils ont un profond respect et une grande foi dans le dalaï-lama en tant que chef religieux. Des centaines de lamas réincarnés vivent non seulement au Tibet, mais aussi dans l'Himalaya, au Népal, au Sikkim, au Ladakh, dans l'Himachal Pradesh et dans l'Arunachal Pradesh en Inde. Certains résident dans des pays occidentaux. En outre, une grande majorité de moines dans les monastères tibétains de l'Inde sont originaires de ces régions himalayennes.

En 2020, le dalaï-lama a déclaré à un intervieweur de la BBC que la question de sa réincarnation serait du ressort des « bouddhistes himalayens du Tibet et de Mongolie ».<sup>25</sup>

## Le précédent du panchen lama

Historiquement, le panchen-lama a été l'une des figures religieuses les plus vénérées du Tibet, avec une relation unique au dalaï-lama. Les panchen-lamas précédents ont joué un rôle dans la reconnaissance et dans l'éducation des dalaï-lamas, et vice versa. C'est le 5e dalaï-lama qui a reconnu son maître, Lobsang Choekyi Gyaltsen, comme le 4e panchen-lama. Par la suite, le 7e dalaï-lama a reconnu le 6e panchen-lama qui, à son tour, a reconnu le 8e dalaï-lama.

Connaissant ce précédent historique, les efforts de la Chine pour contrôler la réincarnation se sont intensifiés en 1995 avec l'enlèvement de Gedhun Choekyi Nyima, âgé alors de six ans. Gedhun Choekyi Nyima a été reconnu comme le 11e panchen-lama par l'actuel dalaï-lama. À sa place, la Chine a installé son propre candidat, Gyaltsen Norbu.<sup>26</sup>

Le 14 mai 1995, Gedhun Choekyi Nyima a été reconnu par Sa Sainteté le dalaï-lama comme la 11ème réincarnation du panchen-lama. Le 17 mai, Gedhun Choekyi Nyima et sa famille ont disparu. Un certain nombre de Tibétains associés à la recherche du 11e panchen-lama ont été arrêtés et condamnés. Ils ont été accusés d'avoir divulgué des informations au dalaï-lama. Depuis, il n'y a eu aucune preuve concrète concernant le bien-être ou la localisation de Gedhun Choekyi Nyima ou de sa famille pendant plus de 20 ans.

C'était sans doute la première indication de la détermination de la Chine à s'attaquer au cœur de la croyance bouddhiste tibétaine : l'appropriation du système de réincarnation, et en particulier celui du panchen-lama.

Le plan de relations publiques de la Chine visait à promouvoir Gyaltsen Norbu comme un élément clé du processus de reconnaissance et d'installation de leur propre candidat au poste de dalaï-lama. Cependant, après près de trois décennies, Gyaltsen Norbu n'a ni la légitimité ni la reconnaissance de la part de la majorité des Tibétains.

Gedhun  
Choekyi Nyima;  
Gyaltsen Norbu.



En imposant Gyaltzen Norbu comme panchen-lama, la Chine a clairement rompu avec sa politique antérieure qui était plus souple. Par exemple, la Chine n'avait pas tenté d'interférer dans le processus de recherche et de reconnaissance du 17<sup>e</sup> Karmapa. Le 17<sup>e</sup> Karmapa a été choisi par des lamas en exil puis confirmé par le dalaï-lama. Pékin l'a également « reconnu » officiellement et a autorisé son intronisation au monastère de Tsurphu.

La recherche du 11<sup>e</sup> panchen-lama a commencé de la même manière. Chadrel Rinpoché est l'ancien abbé du siège traditionnel du panchen-lama à Tashilhunpo. Il a été autorisé à diriger l'équipe de recherche. Lorsque le garçon a été identifié selon les méthodes traditionnelles, les autorités chinoises ont autorisé Chadrel Rinpoché à rencontrer le frère du dalaï-lama, Gyalo Thondup. Cette rencontre s'est déroulée à Pékin en juillet 1993, en compagnie d'un fonctionnaire du département du travail du Front uni.

Cependant, en mai 1995, lorsque le 11<sup>e</sup> panchen-lama a été reconnu par le dalaï-lama, Chadrel Rinpoché a été arrêté. Il a été condamné en avril 1997 à six ans de prison pour « séparatisme » et « divulgation de secrets d'État ». Depuis son arrestation, son lieu de résidence et son statut sont restés totalement inconnus.<sup>27</sup> Son assistant, Jampa Chungla, a été condamné à cinq ans de prison en 1996. Il est mort en détention en novembre 2010.<sup>28</sup>

Depuis la disparition forcée du panchen-lama en 1995, le gouvernement chinois a refusé systématiquement les demandes répétées de visite pour tout observateur indépendant dont l'objectif est de vérifier l'état de santé, le bien-être et la localisation du panchen-lama. Le gouvernement a prétendu qu'il menait une vie normale et qu'il ne souhaitait pas être dérangé. Il a justifié sa disparition par le fait qu'il fallait le protéger.

La propagande chinoise cherche à placer Gyaltzen Norbu comme une personnalité religieuse plus importante que le dalaï-lama dans la hiérarchie du bouddhisme tibétain. Ainsi, un rapport de Xinhua de 2005 le décrit comme « la plus haute figure du bouddhisme tibétain » et le « leader du bouddhisme tibétain ».<sup>29</sup>

L'un des articles scientifiques chinois souligne la nécessité de mettre en place une stratégie autour d'un plan de communication et d'une « création d'image » pour Gyaltzen Norbu. L'auteur de cet article s'inquiète du fait que la Chine « n'a pas de porte-parole tibétain dont l'image puisse rivaliser avec [le dalaï-lama] », ajoutant que « l'ère post-dalaï » sera « notre opportunité », tout en reconnaissant les difficultés inhérentes à cette situation : « en raison de la question de la reconnaissance privée du « panchen » par le dalaï, la création d'une image pour le 11<sup>e</sup> panchen-lama ne sera pas un processus facile ».

Les stratégies du PCC comprennent :

- Des tentatives pour remettre en cause les conceptions des gouvernements occidentaux qui considèrent Gyaltzen Norbu comme un « outil politique » du gouvernement chinois,
- Faire de Gyaltzen Norbu un porte-parole des intérêts des Tibétains et un lama de haut rang qui promeut le bouddhisme, « et pas seulement un « porte-parole » de l'initiative « Aimer le pays, aimer la religion »,<sup>30</sup>
- Consolider la position de Gyaltzen Norbu afin qu'il puisse combler et « remplir le rôle « d'idole disparue » créée par l'Occident après la mort du dalaï. Il sera très difficile d'atteindre cet objectif [...]. »

Poursuivant ce plan, les autorités chinoises ont progressivement rehaussé le profil de Gyaltzen Norbu dans la sphère laïque comme dans la sphère religieuse. Il s'est vu accorder un certain nombre de titres politiques, notamment :

- En 2010, Gyaltzen Norbu a été nommé vice-président de l'Association bouddhiste de Chine.
- En 2010, il a été nommé à la Conférence consultative du peuple chinois, un organe d'approbation qui entérine les décisions des membres supérieurs du parti.<sup>31</sup>

- En 2019, Gyaltsen Norbu a été élu président de la branche locale de l'Association bouddhiste de Chine en RAT. Il s'agit d'une importante sous-division de l'association, entièrement consacrée au contrôle du bouddhisme tibétain et connue sous le nom de Commission du travail sur le bouddhisme tibétain de l'Association bouddhiste de Chine.<sup>32</sup>

Outre les tâches monastiques habituelles auxquelles on peut s'attendre de la part d'un tel personnage, l'importance stratégique et politique que revêt le rôle de Gyaltsen Norbu est également visible :

- Gyaltsen Norbu a entrepris une « tournée d'inspection » des monastères et des villages de la RAT dans des zones sensibles proches de la frontière indienne, en 2019 et en juillet 2022.<sup>33</sup> Gyaltsen Norbu a été informé par le chef du parti de la RAT de l'époque, Wu Yingjie, avant sa tournée. Un rapport de la presse officielle indique que son rôle s'étend au-delà des activités religieuses pour intégrer la « recherche ».<sup>34</sup>
- Gyaltsen Norbu a été photographié à la centrale hydroélectrique controversée de Zam, à Lhokha.<sup>35</sup> Il s'agissait d'une occasion inhabituelle pour une figure religieuse d'indiquer qu'il peut aussi endosser d'autres rôles, comme celui d'indiquer à quel point l'eau du Tibet, sur le plateau le plus élevé en altitude au monde, est considérée comme un atout stratégique par la RPC.<sup>36</sup>
- En 2018, Gyaltsen Norbu a visité le lac de pèlerinage de Lhamo Lhatso<sup>37</sup> connu sous le nom de « lac de l'oracle ». Ce site sacré est lié à la fois à la réincarnation du dalaï-lama et à la reconnaissance du panchen-lama qu'il a choisi, Gendun Choekyi Nyima.<sup>38</sup>
- En avril 2012, Gyaltsen Norbu a fait sa première apparition au Forum bouddhiste mondial en dehors du continent, à Hong Kong. Pendant son séjour à Hong Kong, le panchen-lama chinois a visité une relique d'os du crâne du Bouddha que des archéologues chinois avaient trouvée dans la province du Jiangsu, dans le cadre des efforts fournis par Pékin pour renforcer ses revendications sur le patrimoine bouddhiste.<sup>39</sup>

L'approbation du parti communiste au plus haut niveau pour Gyaltsen Norbu et le rôle de celui-ci dans la planification future de la Chine peuvent être perçus comme un engagement de sa part auprès des hauts responsables du PCC :

- Le 10 juin 2015, Gyaltsen Norbu a été reçu à Zhongnanhai par Xi Jinping et trois autres membres du Politburo, peu de temps après une réunion du Département du travail du Front uni à Pékin sur les menaces pesant sur le Parti.<sup>40</sup>
- En juillet 2011, Gyaltsen Norbu a rencontré le dirigeant chinois au Tibet, lorsque Xi a rendu hommage au 10e panchen-lama au monastère de Tashilhunpo, en offrant un khatag.
- En 2006, un Gyaltsen Norbu à la robe de couleur marron a rejoint les rangs d'hommes en costume et ceux d'autres moines venant de 27 pays ou régions pour le « Forum bouddhiste mondial » organisé par la Chine dans la ville orientale de Hangzhou, dans la province du Zhejiang. Le dalaï-lama, le bouddhiste le plus célèbre du monde, n'a pas été invité à ce rassemblement. Les autorités chinoises le présentent comme un dangereux « séparatiste ».<sup>41</sup>

Néanmoins, les efforts de la Chine pour rehausser le profil mondial de Gyaltsen Norbu dans la sphère séculaire et religieuse ont subi un revers en mai 2022, lorsqu'il s'est vu refuser l'autorisation de se rendre sur le lieu de naissance du Bouddha à Lumbini, au Népal. Le gouvernement népalais aurait retiré l'autorisation, après que l'ambassade des États-Unis à Katmandou et le gouvernement indien aient exprimé leurs inquiétudes.<sup>42</sup> Cela aurait été la deuxième visite de Gyaltsen Norbu en dehors de la Chine.<sup>43</sup>

Au lieu de cela, le 16 mai 2022, Narendra Modi a visité Lumbini, coïncidant avec le Buddha Jayanti Day, un festival commémorant la naissance du Bouddha. Modi est ainsi devenu le premier Premier ministre indien à visiter la petite ville de pèlerinage proche de la frontière indienne, ce qui témoigne des intentions de l'Inde d'exercer une influence dans la région.

## Les nouvelles stratégies chinoises sur la réincarnation

La destruction du bouddhisme par la Chine est antérieure à son invasion du Tibet. Lorsque l'Armée rouge a traversé le Tibet oriental pendant la Longue Marche de 1935, elle a détruit de nombreux monastères et confisqué de grandes quantités de céréales, ce qui a provoqué une famine. Après 1959, la Chine a déclenché plusieurs campagnes successives, en particulier la « réforme démocratique » et la révolution culturelle au cours de laquelle presque tous les monastères ont été détruits.

Depuis 1994, la répression de la Chine à l'égard de la religion au Tibet est devenue systématique, en imposant une série de mesures restrictives : la limitation du nombre de moines et de nonnes, l'interdiction des photographies du dalaï-lama, le lancement de campagnes au vitriol contre le chef religieux. Toutefois, ces mesures n'ont pas réussi à éradiquer la dévotion des Tibétains et leur détermination à protéger et à préserver leur identité religieuse.

Cependant, l'enlèvement du panchen-lama qui avait été choisi par le dalaï-lama a marqué une approche encore plus agressive. Cette approche est en cohérence avec l'objectif de contrôler la sélection, l'installation et l'éducation des lamas réincarnés comme un moyen de renforcer le gouvernement chinois dans une position d'arbitre de la culture bouddhiste tibétaine. Dans les décennies qui ont suivi, les autorités chinoises ont mis en œuvre une série de mesures très sévères destinées à consolider davantage le contrôle de Pékin sur le système de réincarnation tibétain, notamment avec l'ordonnance n° 5 et la création d'une base de données officielle des lamas réincarnés, soumise à l'approbation du PCC.

L'ordonnance n° 5, ou « Mesure de gestion de la réincarnation des bouddhas vivants dans le bouddhisme tibétain », a été adoptée par l'Administration d'État pour les Affaires religieuses (SARA) pour une mise en œuvre à partir du 1er septembre 2007.<sup>44</sup> Il s'agit de la première étape de la « gestion » et de la « réglementation » de la réincarnation par le parti avec des moyens légaux. La loi interdit la recherche et la reconnaissance d'un « tulku » par des groupes et des individus « non autorisés » et stipule que « les bouddhas vivants qui se réincarnent ne doivent pas faire l'objet d'interférences ou être sous la domination d'une organisation ou d'un individu étranger » (article 2). Cela signifie aussi que les « bouddhas vivants » doivent perdre leur statut de tulku s'ils quittent la RPC, conformément à la loi. Cela pourrait servir à remettre en question la validité des lignées bouddhistes en dehors des frontières de la RPC si Pékin s'y emploie.

L'ordre n° 5 décrète que les réincarnations des « bouddhas vivants » qui n'ont pas reçu l'approbation du gouvernement sont « illégales ou invalides ». Cela a pour objectif de faire comprendre que le système tibétain de reconnaissance et d'éducation des lamas réincarnés n'est plus pertinent puisque c'est le gouvernement chinois qui décide si la réincarnation est une figure religieuse légitime ou non. La Chine a même ant-daté les mesures pour qu'elles s'appliquent aux tulkus qui ont été reconnus par des moyens authentiques de la religion tibétaine avant 2007.

Le dalaï-lama n'est pas spécifiquement nommé dans l'ordonnance n° 5. Mais le langage officiel sur la réincarnation est devenu beaucoup plus direct et agressif dans la mise en cause du dalaï-lama, car ils ont conscience de son influence continue et de l'impératif politique de le supplanter, surtout depuis la vague d'auto-immolations qui a balayé le Tibet à partir de 2009.

Par exemple, en 2019, le journal pro-régime Global Times a rapporté que « la réincarnation, inscrite dans les règlements gouvernementaux et ancrée dans le bouddhisme tibétain, elle se déroulera correctement et ne sera pas affectée par un individu ou par la « clique séparatiste du dalaï-lama » ». <sup>45</sup>

Cette approche systématique ne cherche pas seulement à empêcher toute implication du dalaï-lama dans sa propre réincarnation, mais aussi à fermer toute possibilité de retour dans sa patrie. Cette situation est inquiétante pour les Tibétains au Tibet. Tous ceux qui avaient manifesté pacifiquement et qui avaient risqué leur vie appelaient au retour du dalaï-lama au Tibet, lors des protestations de 2008.

En 2016, les autorités chinoises ont annoncé qu'elles avaient complété une « base de données des bouddhas vivants avec les biographies de plus de 1 300 bouddhas vivants résidant dans le pays ». Zhu Weiqun, idéologue du parti et ancien interlocuteur du département du travail du Front uni auprès des envoyés du dalaï-lama, a déclaré que l'intention de cette base de données était de « porter un coup dur au dalaï-lama, car ce dernier a utilisé son statut religieux pour ratifier des Bouddhas vivants comme il le voulait – ce qui est contraire à la tradition religieuse – dans le but de contrôler les monastères tibétains et de diviser le pays ».<sup>46</sup>

Les médias d'État chinois ont déclaré que le système d'enregistrement en ligne contient les profils de 1 311 personnes approuvées par l'État « en tant que bouddhas réincarnés ».<sup>47</sup> Des bases de données régionales ultérieures ont été lancées par les autorités provinciales, notamment dans la RAT.

Le dernier livre blanc du gouvernement chinois publié en mai 2022 a confirmé que dans la RAT, « 92 Bouddhas vivants réincarnés ont été identifiés et approuvés par le biais de rituels religieux traditionnels et de conventions historiques » (ce qui signifie qu'ils ont été identifiés officiellement, et non par des moyens traditionnels).<sup>48 49</sup>

L'accent mis sur le contrôle des lamas réincarnés prouve les difficultés politiques des autorités chinoises qui échouent ces dernières années à obtenir l'allégeance de certains lamas réincarnés de haut rang au Tibet.

Le 17e Karmapa Ogyen Trinley Dorje, reconnu par les lamas tibétains, approuvé par Pékin et confirmé par le dalaï-lama, avait été préparé par les Chinois à devenir une figure de proue « patriotique ». Cependant, en 1999, il s'est échappé du Tibet et vit aujourd'hui en exil. Arjia Rinpoché, alors abbé du monastère de Kumbum dans l'Amdo, a également occupé plusieurs postes officiels. Il a fait défection aux États-Unis en 1998, après que Pékin ait cherché à obtenir son soutien officiel en faveur du panchen-lama désigné par la Chine. Tous deux ont fait des déclarations par la suite sur l'absence de liberté véritable religieuse au Tibet.<sup>50</sup>

En décembre 2016, le Comité central du parti a accepté d'établir le contrôle du parti communiste sur la gestion de tous les instituts bouddhistes tibétains de niveau supérieur à travers la Chine.<sup>51</sup> Deux ans plus tard, en 2018, il a été annoncé que 200 cadres et responsables laïcs du parti communiste prenaient en charge toute la gestion, les finances, la sécurité, les admissions et même le choix des manuels scolaires du principal institut bouddhiste de Larung Gar, après les démolitions et expulsions de milliers de moines et de nonnes de ces dernières années.<sup>52</sup>

Traditionnellement, ce sont les lamas, les khenpos, les geshes et les autres hauts responsables religieux qui ont géré les affaires des monastères, des nonneries et des autres centres d'apprentissage bouddhistes. Les chefs religieux prenaient les décisions concernant l'étude, la formation, la méditation, la retraite des moines et, bien sûr, la recherche et la reconnaissance des réincarnations dans leurs domaines.

La Chine prévoit de bouleverser systématiquement cette pratique séculaire.

La stratégie intransigeante du PCC pour contrôler le système tibétain de réincarnation est également illustrée par la nouvelle affectation du secrétaire du parti de la RAT, Wang Junzheng. Wang fait partie de la poignée des dirigeants chinois sanctionnés par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et le Canada.<sup>53</sup> Il était auparavant chef de la sécurité de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (Turkestan oriental) et y dirigeait des camps de « rééducation » dans toute la région, accompagnés d'arrestations massives, de torture et de viols.<sup>54</sup>

L'un de ses premiers engagements au Tibet en 2021 a été une réunion avec des tulkus « officiels » reconnus par Pékin à Lhassa, au cours de laquelle Wang a souligné le contrôle de la Chine sur les réincarnations.<sup>55</sup>

Les nouvelles stratégies de réincarnation développées par la Chine comprennent :

- L'intensification de l'éducation et de l'endoctrinement politiques étendus aux Tibétains ordinaires, y compris dans les zones d'importance stratégique proches de la frontière indienne.
- La culture des hautes personnalités religieuses et laïques fidèles au parti : ces personnalités sont considérées comme centrales dans les efforts visant à installer et à soutenir le candidat de la Chine comme prochain dalaï-lama.
- La formation des jeunes lamas incarnés est détaillée sur le site de la base de données officielle du PCC, dans un réseau d'instituts gérés par le gouvernement.<sup>56</sup>
- Remplacement des pèlerinages religieux par des visites supervisées de sites « rouges », comme la maison natale de Mao Zedong ou des bases militaires.<sup>57</sup>
- La campagne "Quatre normes" appliquée dans les monastères depuis 2018 implique l'obligation pour les pratiquants religieux d'être loyaux envers le parti communiste et « fiables dans les moments critiques ». Les moines ont également pour instruction de promouvoir les méthodes approuvées par le gouvernement pour reconnaître la réincarnation. Cette campagne sous-tend les efforts idéologiques et quasi-légaux du PCC pour obtenir une large approbation de leur choix du prochain dalaï-lama et de tout autre lama réincarné.

Avec ses mesures pseudo-légales telles que l'ordonnance n° 5, le parti communiste prévoit d'annuler et d'invalider le système bouddhiste tibétain de reconnaissance des réincarnations. Si une personnalité religieuse s'oppose à ces mesures de contrôle accru, elle est soumise à l'emprisonnement, à la torture, voire à la mort. En 2020, un moine de Nagchu (Ch : Naqu) a été torturé. Il est mort pour avoir reçu sur son téléphone la photo d'un jeune garçon reconnu comme un lama réincarné par le 14<sup>e</sup> dalaï-lama en Inde.<sup>58</sup> Un autre chef religieux octogénaire, Tulku Dawa, a été condamné à sept ans de prison. Son décès a été passé sous silence. Il a été soupçonné de communiquer avec le dalaï-lama au sujet d'une réincarnation dans son monastère.<sup>59</sup>

## Les programmes de formation : un outil pour légitimer l'ingérence du parti

Le contrôle exercé par la Chine sur le processus de réincarnation tibétain vise à « sauvegarder la réunification de la patrie et l'adaptation du bouddhisme tibétain au socialisme »<sup>60</sup> ainsi qu'à « transmettre l'idéologie et la propagande du parti à la société de base ».

Voici quelques exemples de programmes de formation des tulkus chinois :

- En mai 2020, plus de 100 « bouddhas vivants » et cadres du parti en poste dans les monastères ont suivi une formation de 9 jours sur la politique religieuse et la « gestion de la réincarnation ». Quelques années plus tôt, en novembre 2016, lors de la cérémonie de clôture du cours de formation des « bouddhas vivants nouvellement réincarnés au Tibet » organisé par le département du travail du Front uni du Comité central et le Comité du parti de la RAT, Zhu Weiqun<sup>61</sup> a déclaré : « La signification du cours de formation des bouddhas vivants doit être comprise du point de vue de l'histoire, du point de vue de la gestion gouvernementale du bouddhisme tibétain, du point de vue du maintien de l'unité de la patrie et du point de vue de l'adaptation du bouddhisme tibétain au socialisme. »<sup>62</sup>
- Le département du travail du Front uni du Sichuan a organisé une exposition de « bouddhas vivants » en septembre 2020 et a annoncé avoir formé plus de 439 réincarnations approuvées par le parti dans la province.<sup>63</sup>
- Les cadres du parti sont également formés à l'approche du parti communiste en matière de réincarnation. Cela s'est produit en février 2021, lorsque des cadres et des travailleurs ont été contraints d'assister à des sessions d'étude à Gyalthang (Gyalthang est le nouveau de la ville Shangri La qui a été rebaptisée par les autorités municipales) à Dechen, dans le Kham (en chinois : Deqing, province du Yunnan).<sup>64</sup>

## Les responsables susceptibles d'identifier un 15e dalaï-lama en République populaire de Chine

Dans sa base de données officielle des lamas réincarnés, la Chine fait une distinction entre les tulkus « ordinaires » (qui sont approuvés par les départements des affaires religieuses des provinces et des régions autonomes) et ceux « ayant une plus grande influence » qui doivent en référer à l'Administration d'État pour les affaires religieuses. Il existe une autre catégorie de « Bouddhas vivants ayant une influence particulièrement importante » (qui n'est pas définie), qui doivent également rapporter au Conseil d'État.<sup>65</sup>

En mai 2021, un livre blanc chinois indiquait qu'« actuellement, plus de 600 personnalités religieuses servaient de députés ou de membres des congrès du peuple et des conférences consultatives politiques à différents niveaux. »<sup>66</sup> Un nombre élevé de ces personnalités religieuses sont susceptibles d'être officiellement désignées comme « Bouddhas vivants ».

Au Qinghai, en 2021, 35 membres du Comité consultatif du peuple chinois du Qinghai (CCPPC) sont issus de la communauté religieuse, dont 10 « Bouddhas vivants ».<sup>67</sup> Dans le Sichuan, les membres du CCPPC en 2021 comprenaient 7 tulkus et un abbé de Yarchen Gar, l'institut religieux du Kham, où des milliers de nonnes et de moines ont été expulsés et où leurs maisons ont été démolies.<sup>68</sup> Parmi les membres de la CCPPC de 2021 originaires de la province du Gansu figurent 5 « Bouddhas vivants ».<sup>69</sup>

Les « Bouddhas vivants » choisis par l'État sont également utilisés par la Chine pour la diplomatie internationale. Par exemple, une délégation de haut rang, dirigée par Shangtsa Tenzin Chudrak qui est le directeur adjoint du Comité permanent du Congrès du peuple de la région autonome du Tibet et « réincarnation du Bouddha vivant », s'est rendue aux États-Unis en 2015 pour faire passer un message pro-Pékin au dalaï-lama.<sup>70</sup>

Bon nombre de ces personnes sont associées à des instituts ou à des monastères situés dans des régions d'importance stratégique, comme le Chamdo dans le Kham (Ch : Qamdo, TAR). Les autorités communistes ont pris le contrôle du Tibet central, lorsque le Chamdo est tombé aux mains de l'Armée populaire de libération, après une résistance acharnée en octobre 1950. Chamdo fait l'objet d'une répression sévère depuis les manifestations de masse de mars 2008. Les protestations ont été suivies par un renforcement spectaculaire de la sécurité dans la région et de l'imposition des mesures « d'urgence », notamment « la volonté de défendre jusqu'à la mort des sites et des zones stratégiques et des objectifs clés, lors de périodes sensibles et hautement critiques »<sup>71</sup>

À l'approche du 70e anniversaire de la fête nationale du parti, le 1er octobre 2019, les médias d'État chinois ont diffusé des images des moines du monastère de Jampa Ling à Chamdo accrochant des khatags sur des images géantes de Xi Jinping et Mao Zedong. Il existe des spéculations selon lesquelles les autorités chinoises pourraient choisir ces monastères comme futur bastion pour leur candidat au poste de dalaï-lama car ces monastères sont perçus par de nombreux Tibétains comme la main droite de la Chine. Voir Annexe A) Rôles individuels dans la succession du dalaï-lama en Chine.

## Le contrôle stratégique du bouddhisme tibétain

La nouvelle phase plus brutale que la Chine entreprend pour contrôler le Tibet, en remplaçant la loyauté envers le dalaï-lama par l'allégeance à la politique du parti, semble évidente. Elle est accompagnée par un certain nombre de développements inquiétants dans la sphère religieuse.

Les moines novices sont contraints de quitter les écoles monastiques pour suivre une éducation laïque. C'est le signe que la Chine veut remplacer l'éducation monastique par une éducation laïque, en mettant l'accent sur la propagande du parti communiste, implantant ainsi « le gène rouge » dans une jeune génération.



Traditionnellement au Tibet, les moines entrent jeune dans les monastères qui représentent d'importants centres de culture et d'éducation. Si les équipes de travail du parti communiste ont commencé à empêcher les jeunes moines de rejoindre les monastères au milieu des années 1990, le degré d'application n'est pas le même entre les différents monastères. Aujourd'hui, les efforts visant à inscrire de force les jeunes moines dans les écoles gérées par le gouvernement se multiplient au Tibet, y compris dans le Qinghai et le Sichuan.<sup>72</sup>

Cette situation est importante car dans les monastères tibétains, les moines sont élevés dès leur plus jeune âge pour devenir des protecteurs de leur propre culture et des valeurs bouddhistes. Lorsqu'ils grandissent, ils transmettent leur éducation à d'autres moines. Lorsque les moines novices sont contraints de quitter les monastères, ce lien vital entre les générations est rompu.

La Chine a également adopté de nouvelles mesures dans le cadre de sa stratégie visant à s'opposer et à supplanter la hiérarchie religieuse tibétaine et à affaiblir l'autorité des chefs religieux tibétains légitimes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Tibet.

Le diplôme traditionnel de « Geshe » du bouddhisme tibétain (qui est le niveau le plus élevé dans l'enseignement bouddhiste) a été remplacé par une autre qualification de « Geshe » approuvée par la Chine. Cette mesure s'accompagne d'un renforcement des restrictions imposées aux enseignants tibétains qui ont étudié en Inde et qui sont très appréciés pour leurs connaissances et leur pratique, en particulier parce qu'ils ont eu l'occasion d'étudier et d'assister aux enseignements du dalaï-lama. Depuis longtemps, ces moines ne peuvent pas enseigner dans les monastères de la RAT car ils sont perçus comme ayant été « mal éduqués en Inde ». <sup>73</sup>

En 2012, Chen Quanguo, alors chef du parti de la RAT, a encore renforcé les restrictions en lançant une opération de surveillance systématique des Tibétains qui se rendaient pour la première fois à Bodhgaya en Inde. Bodhgaya est le lieu où le Bouddha a atteint l'illumination. Il s'agit de la répression extraterritoriale la plus sévère des activités du dalaï-lama en exil. Ce renforcement des restrictions s'intègre à un contexte où les mesures prises sont de plus en plus dures à l'encontre des personnes au Tibet qui continuent malgré tout à vouer un culte au dalaï-lama.<sup>74</sup>

Des centaines de Tibétains ont « disparu » à leur retour au Tibet. Ils ont été détenus pendant de longues périodes à des fins de « rééducation » dans des camps militaires et dans d'autres installations. Des couples de personnes âgées ont été séparés et privés de médicaments. Des jeunes Tibétains qui avaient dépensé toutes leurs économies pour faire le voyage ont dû payer pour leur période de « rééducation » forcée à leur retour. Certaines familles n'ont pas su où se trouvaient leurs proches pendant des semaines, voire des mois. Il s'est avéré par la suite qu'ils avaient été détenus dans des camps militaires ou dans d'autres lieux, par exemple, des écoles transformées en « centres de rééducation ».

En juillet 2014, lorsque le dalaï-lama a donné des enseignements au Ladakh, l'État chinois les a décrits comme une incitation à la « haine » et à « l'action extrémiste ».

En 2017, des milliers de pèlerins tibétains ont été contraints par les autorités chinoises de retourner au Tibet, après s'être rendus en Inde pour assister à un important enseignement du dalaï-lama. La démarche de la Chine faisait suite à des mesures plus systématiques au Tibet pour empêcher les Tibétains de sortir du pays.<sup>75</sup> Plusieurs centaines de Tibétains qui avaient atteint Dharamsala avant d'assister aux enseignements ont pu recevoir des audiences avec le dalaï-lama mais beaucoup d'entre eux n'ont pas pu le faire. Selon un Tibétain, « les pèlerins tibétains sanglotaient et se tenaient les uns aux autres, le cœur brisé d'être obligés de partir avant même l'arrivée de Sa Sainteté. »<sup>76</sup>

## Projeter la “sinisation” à travers l’Himalaya et au-delà

Consciente de la popularité mondiale du dalaï-lama, surtout dans les régions de l’Himalaya, et de sa diffusion à travers le monde, la Chine a pris des mesures actives pour promouvoir le bouddhisme « aux caractéristiques chinoises », alors même que le régime poursuit des politiques destructrices visant à éliminer l’identité religieuse tibétaine et des autres confessions.<sup>77</sup>

Le bouddhisme a été déployé comme un outil dans la quête de Xi Jinping pour atteindre des objectifs politiques de suprématie dans les questions géopolitiques, militaires et territoriales. Les lieux sacrés, notamment le lieu de naissance du Bouddha au Népal, et d’autres lieux de pèlerinage en Inde sont devenus des zones contestées où la Chine cherche à projeter son programme politique de « sinisation » afin d’affaiblir le 14<sup>e</sup> dalaï-lama et d’y gagner le soutien de son futur candidat.

Ces dernières années, les tensions se sont intensifiées avec l’Inde, notamment le long de la frontière avec le Tibet. La Chine a revendiqué l’Arunachal Pradesh comme faisant partie de son territoire, décrivant l’État indien comme le « Sud du Tibet », et faisant référence à la propriété dans la ville natale du 6<sup>e</sup> dalaï-lama.

Depuis plus d’une décennie, la Chine multiplie les incursions en territoires indien et bhoutanais le long de la frontière. En juin 2020, des troupes se sont affrontées dans la vallée de Galwan, entraînant la mort de 20 soldats indiens et d’au moins 4 soldats chinois. Il s’agissait du face-à-face le plus meurtrier entre les deux nations, dotées chacune de l’arme nucléaire, des 5 dernières décennies, le long de la frontière à haute altitude.

En conséquence, la Chine étend sa portée extraterritoriale à travers l’Himalaya. Elle cherche à s’opposer à l’influence du dalaï-lama dans la région et à affaiblir la communauté tibétaine en exil vivant sur le sous-continent. La Chine a transformé un engagement séculaire entre la Chine et l’Inde – impliquant des interprètes indiens en visite en Chine et des pèlerins chinois visitant des sites bouddhistes en Inde – en un champ de bataille politique.

Plusieurs groupes de « villages modèles ‘xiaokang’ (aisés) de défense des frontières » ont été construits. Deux de ces villages ont été construits au cours des deux dernières années. Ils correspondent à deux endroits qui ont été le théâtre de combats pendant la guerre sino-indienne de 1962 : Tsona, en face de Tawang, et Dzayul, en face de Walong, dans l’Arunachal Pradesh.

En 2014, la Chine a intégré l’Arunachal Pradesh à son territoire sur une nouvelle carte qui a été publiée peu de temps après l’arrivée de Narendra Modi au poste de Premier ministre indien<sup>78</sup>. À la veille de l’entrée en vigueur d’une nouvelle loi sur les frontières terrestres chinoises en décembre 2021, la Chine a annoncé qu’elle avait normalisé en caractères tibétains et chinois les noms de 15 lieux de l’Arunachal Pradesh, qu’elle appelle désormais « Zangnan », ce qui signifie le Sud du Tibet.<sup>79</sup>

Lorsque Xi Jinping a fait sa déclaration sur la sécurisation des frontières et son lien avec la sécurité nationale de la Chine, il a envoyé un signal majeur d’intention. Pour l’historien et auteur Matthew Akester, la prochaine étape de la consolidation au Tibet « serait de renforcer la frontière et donc d’accroître la pression sur l’Inde. [On peut dire que cela fait écho à la guerre de 1962 – la perception, du côté chinois, de la double nécessité de stabiliser le Tibet et d’adopter une position agressive à la frontière avec l’Inde, pour faire face à toute opposition ou toute menace et, en fin de compte, pour exercer une domination régionale ». <sup>80</sup>

Le bouddhisme a été déployé comme  
un outil dans la quête de Xi Jinping pour  
atteindre ses objectifs politiques.

En réponse à la visite du dalaï-lama à Tawang pour y donner des enseignements religieux en 2017, le ministère chinois des Affaires étrangères a averti que cela « porterait gravement atteinte à la paix et à la stabilité des régions frontalières entre la Chine et l'Inde, ainsi qu'aux relations Chine-Inde ». Il a ajouté qu'en invitant le dalaï-lama dans une région où la Chine et l'Inde ont des différends territoriaux, la partie indienne avait « violé son engagement sur des questions liées au Tibet et avait aggravé le différend frontalier ».<sup>81 82</sup>

Cela souligne le lien entre la question de la frontière entre l'Inde et la Chine et la réincarnation du dalaï-lama. Pour la Chine, revendiquer Tawang signifie renforcer sa prétention sur le Tibet. Cependant, « pour la Chine, la ligne McMahon, née de l'accord de Simla de 1914 et signée entre les Tibétains et l'Inde britannique, est un héritage colonial qui ne détient aucune légitimité », déclare l'analyste tibétain Tshering Chonzom Bhutia. « De plus, reconnaître la ligne McMahon aurait de sérieuses implications pour la revendication de la Chine sur le Tibet en tant que « partie inaliénable de la Chine » et, de fait, délégitimerait sa « libération » de la région en 1950. »<sup>83</sup>

## Le rôle de la Mongolie dans la survie du bouddhisme tibétain et dans la succession des dalaï-lamas

La Mongolie est le plus grand pays libre dont la religion principale est le bouddhisme tibétain. Avec une population de plus de 10 millions de Mongols qui vivent en Eurasie, il y a plus de bouddhistes tibétains dans le pays que partout ailleurs dans le monde, y compris au Tibet.

La Mongolie tient un rôle central pour toute succession future pour deux raisons essentielles :

- L'un des deux seuls dalaï-lamas originaires d'un pays autre que le Tibet est né en Mongolie ;
- L'autorité qui identifie les incarnations du chef spirituel mongol, le Jetsun Dhamba Khutuktu (Bogd Khan), a historiquement impliqué le dalaï-lama.

En 2016, le 14<sup>e</sup> dalaï-lama a annoncé que la réincarnation du 10<sup>e</sup> Jetsun Dhamba était née en Mongolie. Avant de mourir, le 9<sup>e</sup> Jetsun Dhamba avait laissé un testament indiquant qu'il renaîtrait en Mongolie et que sa réincarnation ne serait reconnue que par le dalaï-lama « qui est mon gourou racine dans toutes mes naissances ».<sup>84</sup> Cette reconnaissance s'inscrit dans la tradition bouddhiste tibétaine et contrecarre les efforts déployés par la Chine pour interférer dans son propre processus de sélection, en tant que « répétition » de la succession du dalaï-lama hors de Chine.

Selon des sources non officielles en Mongolie, la nuit du décès du 9<sup>ème</sup> Jetsun Dhampa, la première délégation à se rendre sur place pour « exprimer ses condoléances » était celle de l'ambassade de Chine. Une source tibétaine informée affirme que les délégués chinois ont également transmis le message selon lequel la réincarnation du chef spirituel ne devait pas être décidée par le dalaï-lama. Selon la même source, les autorités chinoises pouvaient avoir l'intention d'installer leur propre candidat Bogd Khan sur le territoire chinois, lorsque l'enfant reconnu par le dalaï-lama aurait été nommé.

En novembre 2016, le dalaï-lama a effectué une visite de cinq jours à Oulan-Bator. À l'issue de son voyage, il a déclaré lors d'une conférence de presse : « Il est très clair que la réincarnation est maintenant en Mongolie ».<sup>85</sup> Cependant, le dalaï-lama n'a pas révélé publiquement l'identité de la réincarnation, affirmant que l'enfant devait subir plusieurs années de préparation. Depuis, peu ou pas d'informations ont été divulguées sur le processus.<sup>86</sup> L'enfant n'a toujours pas été nommé, dans un contexte de fortes pressions exercées par le puissant voisin chinois à l'encontre de la fragile démocratie mongole. Outre les sensibilités évidentes de la situation politique, cette situation est conforme à la mise en garde du dalaï-lama concernant l'identification publique d'un « tulku » jusqu'à ce que l'enfant révèle les qualités appropriées.

La Chine met en œuvre de nombreuses stratégies pour contraindre et faire avancer ses intérêts dans une Mongolie enclavée qui dépend fortement de la Chine et de la Russie pour ses ressources.<sup>87</sup>

En 2016, la Chine a réagi à la visite du dalaï-lama et à son implication dans l'identification du 10e Jetsun Dhamba, en annulant un projet de prêt de 4,2 milliards de dollars à la Mongolie, ce qui a constitué un revers pour les Mongols qui cherchaient à nouer des liens plus étroits avec Pékin. La Chine a également intensifié sa propagande sur le Tibet en Mongolie<sup>88</sup>, reflétant ainsi leur ressentiment à l'égard de l'engagement du dalaï-lama.

Le ministre mongol des Affaires étrangères a déclaré en décembre 2016 que la réincarnation relevait de l'establishment religieux et qu'elle ne nécessitait « aucune influence ou implication extérieure ».<sup>89</sup> De plus, toujours selon les médias mongols, la 10e réincarnation serait intronisée par des lamas mongols qui seraient également responsables de l'éducation de l'enfant.<sup>90</sup>

Dans la diplomatie de l'Inde avec la Mongolie, le bouddhisme a toujours été un élément important. L'Inde a joué un rôle significatif pour protéger le bouddhisme et faciliter les connexions avec le dalaï-lama pendant l'ère communiste. En mai 2015, Narendra Modi est devenu le premier Premier ministre indien à se rendre en Mongolie où il a souligné la connexion bouddhiste partagée par la Mongolie, en présentant symboliquement au monastère de Gandantegchinlen un jeune arbre de la bodhi de Bodhgaya où le Bouddha avait atteint l'illumination.

Cependant, l'influence économique, notamment les vastes prêts accordés dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » de Xi Jinping, a poussé la Mongolie à s'endetter lourdement auprès de la Chine.<sup>91</sup> Ces dettes se sont encore aggravées par un programme de propagande culturelle, tel que la création d'instituts Confucius, d'émissions de télévision, de radio et de centres culturels.

Dans un développement récent qui est troublant, l'écrivain, journaliste et militant des droits de l'homme mongol bien connu, Munkhbayar, fermement opposé aux liens étroits du pays avec la Chine, a été arrêté en mars 2022. Munkhbayar avait organisé des séminaires et des activités pour protester contre les violations des droits de l'homme commises par la Chine, et avait également demandé la démission du Premier ministre mongol, Luvsannamsrain Oyun-Erdene, en raison de ses liens étroits présumés avec la Chine.<sup>92</sup>

## Un groupe pro-chinois utilisé pour s'opposer au dalaï-lama

### Manifestations anti-dalaï-lama en Occident

Entre 1996 et 1997, les membres d'un groupe sectaire appelé la Communauté internationale Shugden – que certains de ses anciens adeptes décrivent comme une secte – ont traqué le dalaï-lama partout où il se rendait, organisant des manifestations bruyantes et agressives lors de ses enseignements aux États-Unis, en Australie et en Europe.<sup>93</sup>

La police de plusieurs pays a établi qu'un groupe de personnes appartenant à la Communauté Shugden, occidentaux et tibétains, avait effectivement « traqué » le dalaï-lama lors de ses voyages, cherchant à s'enregistrer dans les mêmes hôtels et à trouver des points d'entrée et de sortie sur les sites.

En 2016, la Communauté internationale Shugden a mis fin aux manifestations et s'est dissoute, après qu'un article de Reuters ait révélé que la secte était soutenue par le parti communiste.<sup>94</sup> Un document interne au parti communiste a été distribué aux responsables chinois en 2014. Ce document décrit la question du Shugden comme « un front important dans notre lutte contre la clique du dalaï ». <sup>95</sup>

Un moine tibétain nommé Lama Tseta, qui était un membre éminent de l'organisation Shugden à Delhi et qui est ensuite devenu un dénonciateur, a déclaré : « Les Chinois les utilisent [les adeptes de Shugden] comme un outil pour faire passer le dalaï-lama pour un faux, pour parvenir à leurs propres fins, pour saper le bouddhisme tibétain et pour fragmenter la société tibétaine. » <sup>96</sup>

Pékin s'est en outre inspiré des tactiques de longue date qui existaient à l'intérieur du Tibet, en encourageant Shugden dans le cadre d'une campagne idéologique et politique systématique visant

« Les Chinois les utilisent [les adeptes de Shugden] comme un outil pour faire passer le dalaï-lama pour un faux, pour parvenir à leurs propres fins, pour s'opposer au bouddhisme tibétain et pour fragmenter la société tibétaine. »

à s'opposer au dalaï-lama. Les responsables chinois persuadent ainsi les Tibétains de contribuer à Shugden, en leur offrant des incitations financières.<sup>97</sup>

Dans certains cas, de petits monastères liés à Shugden ont reçu d'importantes sommes d'argent de la part du gouvernement chinois, par rapport à des plus grands monastères qui comptent une plus grande population de moines et où Shugden n'est pas favorisé. En outre, des statues de Shugden ont été largement installées dans des monastères de différentes régions du Tibet, souvent contre la volonté des moines résidents.

Cette stratégie représente l'un des éléments clés des politiques de Pékin visant à diviser les communautés religieuses et laïques selon cette ligne sectaire.

Alors que la Chine resserre son contrôle sur le processus de réincarnation tant au Tibet qu'en dehors de la République populaire, le groupe Shugden a intensifié ses activités en Mongolie, modifiant la politique mongole et servant de couverture aux intérêts politiques et commerciaux chinois.

En Inde, la Chine a utilisé les fidèles de Shugden pour étendre son influence, en cherchant à cultiver la loyauté de certains monastères qui pourraient être appelés à soutenir le candidat chinois au poste de dalaï-lama à l'avenir.

Les analystes indiens notent la possibilité, voire la probabilité, qu'un dalaï-lama chinois émerge des rangs des adeptes de Shugden. Ils soulignent également le risque que certains détenteurs des lignées supérieures en exil restent neutres, ce qui serait bénéfique pour les autorités chinoises.

L'une de ces figures alignées sur le mouvement Shugden est Kundeling, basé en Inde et connu des Tibétains sous le nom de « Nga Lama », ce qui signifie littéralement « moi lama » en référence à son statut autoproclamé, et bien qu'il n'ait pas été officiellement reconnu comme la réincarnation de Kundeling Rinpoché.

Au plus fort de la répression dévastatrice des manifestations au Tibet en 2008, les partisans de Shugden ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle « Nga Lama » a décrit le dalaï-lama comme un « pion des services secrets américains ». Cette déclaration a apporté un soutien utile à la lutte politique de Pékin contre le dalaï-lama, à un moment où les Tibétains du monde entier protestaient contre les jeux Olympiques de Pékin et pleuraient les Tibétains tués par les forces de sécurité sur le plateau.

## Sécurisation au Népal

La sécurisation du Tibet par la Chine est fondée sur le fait d'assimiler le contrôle du Tibet à la « sécurité nationale » du pays entier. Cette stratégie s'est étendue au Népal dont les liens religieux, culturels et commerciaux sont séculaires avec le Tibet. Son patrimoine bouddhiste est riche : le stupa de Boudhanath, le lieu de naissance de Bouddha à Lumbini, ses temples anciens et ses grottes où les yogis tibétains méditaient. Le Népal est également devenu un lieu de répression transnationale des Tibétains par la RPC.

Les efforts de Pékin pour contrôler le Népal sont évidents, en particulier depuis que le Népal a officiellement rejoint l'initiative « La Ceinture et la Route » en 2017. L'adhésion du Népal

s'accompagnait de promesses d'investissements chinois évaluées à plusieurs millions de dollars dans les infrastructures et les projets du Népal.<sup>98</sup>

En 2019, la visite de Xi Jinping à Katmandou a scellé des liens officiels. On rapporte même que la « pensée Xi Jinping » s'est exportée au peuple népalais qui s'est unifié sous le précédent gouvernement constitué par le parti communiste népalais. Les fonctionnaires et les dirigeants népalais, y compris l'ancien Premier ministre Oli, auraient reçu une « éducation » sur les déclarations du leader suprême chinois, ce qui a suscité un profond malaise quant à la souveraineté et à l'indépendance judiciaire de la nation.<sup>99</sup>

La corrélation directe entre l'accroissement des investissements et de l'aide de la Chine et la vulnérabilité des Tibétains au Népal est reconnue depuis longtemps par Pékin. La Chine décrit ses investissements comme une récompense donnée au Népal pour son « rôle important dans la protection contre les séparatistes tibétains ». <sup>100</sup>

Par le passé, la Chine a fait pression sur le gouvernement népalais pour délégitimer la communauté tibétaine au Népal. À partir de 1994, le Népal a cessé de délivrer ou de renouveler les cartes d'identité de réfugié pour les Tibétains. Le bureau du dalaï-lama et le bureau d'aide sociale aux Tibétains ont également dû fermer en 2005. Pendant de nombreuses années, les autorités népalaises ont réprimé les manifestations pacifiques des Tibétains. Les rassemblements culturels et religieux ont été qualifiés d'« antichinois » et interdits.<sup>101</sup>

Depuis l'élection en 2021 du Premier ministre Sher Bahadur Deuba, les restrictions sur les rassemblements tibétains semblent s'être assouplies, notamment à l'occasion de l'anniversaire du dalaï-lama le 6 juillet 2022.<sup>102</sup>

La question de la réponse internationale donnée de manière appropriée à l'escalade de l'assaut de la Chine contre le droit à la liberté religieuse au Tibet se pose à un moment où la RPC étend de plus en plus sa répression transnationale au-delà de ses frontières.

## Susciter une réponse internationale

Il est impératif que les gouvernements mondiaux développent une préparation et une coordination multilatérale beaucoup plus fortes afin de pouvoir anticiper ce qui est à venir.

Il est urgent de développer une législation pour affirmer que la succession du dalaï-lama est strictement l'affaire des Tibétains, de la communauté bouddhiste tibétaine et en particulier celle du dalaï-lama et de son bureau du Gaden Phodrang Trust. Il est urgent de s'opposer clairement à l'ingérence de la Chine dans le processus de succession.<sup>103</sup>

Pour agir efficacement, chaque pays doit d'abord établir que la question de la succession du dalaï-lama et de la reconnaissance d'un dalaï-lama légitime choisi par les Tibétains est une question d'importance mondiale. Cette question est directement liée à la survie même du patrimoine religieux et culturel du Tibet.

L'autorité du dalaï-lama sur sa propre succession et sur l'avenir du bouddhisme tibétain est de plus en plus reconnue et affirmée publiquement par les gouvernements.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** : La question a été soulevée aux États-Unis avec la loi sur la politique et le soutien au Tibet (décembre 2020) qui stipule que le rôle de décider de la réincarnation du dalaï-lama appartient au système bouddhiste tibétain, au dalaï-lama et aux autres dirigeants tibétains, et non à un autre gouvernement.

La loi sur la politique et le soutien au Tibet (Tibet Policy and Support Act) rend officielle la politique des États-Unis qui déclare que la succession du dalaï-lama est une question strictement religieuse qui ne

peut être décidée que par le dalaï-lama et la communauté bouddhiste tibétaine.<sup>104</sup> En vertu de cette loi, si des dirigeants chinois tentent d'identifier un futur dalaï-lama, ils s'exposent à des sanctions pouvant aller jusqu'au gel de leurs avoirs et au refus de leur entrée sur le territoire américain. Le département d'État est également chargé de collaborer avec des pays du monde entier partageant les mêmes idées afin de s'opposer aux plans de la Chine visant à installer son propre dalaï-lama, imposteur. La législation renforce la loi historique de 2002 sur la politique tibétaine.<sup>105</sup>

Deux projets de loi adoptés par le Congrès et le Sénat américains, respectivement en février 2022 et en juillet 2021, réaffirment la politique américaine concernant la succession et la réincarnation du dalaï-lama ainsi que la liberté de religion des bouddhistes tibétains. En vertu de la section 3307 de la loi américaine sur l'innovation et la concurrence, le projet de loi réaffirme que toute "interférence du gouvernement de la République populaire de Chine ou de tout autre gouvernement dans le processus de reconnaissance d'un successeur ou d'une réincarnation du 14e dalaï-lama et de tout futur dalaï-lama constituerait un abus manifeste du droit à la liberté religieuse des bouddhistes tibétains et du peuple tibétain".

**UNION EUROPÉENNE :** Bien qu'aucun État membre européen n'ait encore élaboré de législation similaire, l'UE a réaffirmé sa position selon laquelle la Chine doit respecter la succession du 14e dalaï-lama conformément à la tradition bouddhiste tibétaine.<sup>106</sup>

Dans une réponse écrite à une question de plusieurs membres du Parlement européen, Josep Borrell, le responsable des affaires étrangères de l'UE et vice-président de la Commission européenne, a déclaré : « L'Union européenne a toujours indiqué qu'elle attendait de la Chine qu'elle respecte la succession du dalaï-lama, conformément aux critères bouddhistes tibétains. Cette position a également été rappelée lors de la précédente réunion du 1er avril 2019. L'Union européenne continuera à exprimer sa position sur cette question. »<sup>107</sup>

Les lignes directrices de l'UE sur la promotion et la protection de la liberté de religion ou de conviction indiquent que les communautés ont le droit d'accomplir « des actes faisant partie intégrante de la conduite par les groupes religieux de leurs activités fondamentales. Ces droits comprennent, sans s'y limiter, la personnalité juridique et la non-ingérence dans les affaires intérieures, y compris le droit (...) de choisir et de former des dirigeants (...) ».<sup>108</sup>

**BELGIQUE :** En janvier 2020, les ministères des Affaires étrangères de Belgique ont également affirmé qu'il appartient à la communauté religieuse tibétaine de choisir le futur dalaï-lama, rejetant les efforts de la Chine. Le ministre belge des Affaires étrangères et de la Défense, Philippe Goffin, a déclaré : « Il appartient logiquement à la communauté religieuse tibétaine de désigner son successeur sans interférence des autorités temporelles. »<sup>109</sup>

**PAYS-BAS :** De même, dans une lettre officielle de fin 2019, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Stef Blok, a déclaré : « La position de ce cabinet est qu'il appartient à la communauté religieuse tibétaine elle-même de désigner un futur successeur au dalaï-lama. »<sup>110</sup>

**ALLEMAGNE :** En mars 2020, le ministre d'État allemand au ministère fédéral des Affaires étrangères, Niels Annen, a publié une déclaration disant : « Le gouvernement fédéral est d'avis que les communautés religieuses peuvent régler leurs affaires de manière autonome. » M. Annen a ajouté : « Cela inclut le droit de déterminer elles-mêmes leurs chefs religieux ».<sup>111</sup>

**INDE :** Les commentateurs indiens soulignent l'importance de la position de l'Inde sur le dalaï-lama et le Tibet dans un contexte actuel combinant plusieurs facteurs : l'importante population tibétaine en exil en Inde, la revitalisation de son patrimoine bouddhiste<sup>112</sup> et les efforts de l'Inde pour stabiliser le conflit frontalier avec la Chine.

Citant les vœux publics adressés par le Premier ministre indien Modi au dalaï-lama à l'occasion de son anniversaire en 2022 et 2021,<sup>113</sup> un certain nombre d'analystes soulignent la nécessité d'une révision urgente de la politique indienne et plaident pour que l'Inde s'exprime plus ouvertement sur l'importance de maintenir l'intégrité de la succession du dalaï-lama.

## Recommandations aux gouvernements

- Développer une législation – telle que la loi américaine de 2020<sup>114</sup> sur la politique et le soutien au Tibet – qui reconnaisse que l’identification et l’installation des dirigeants bouddhistes tibétains, y compris tout futur dalaï-lama, soient laissées à la seule décision des bouddhistes tibétains, sans interférence du gouvernement chinois.
- Développer une position publique pour affirmer son soutien au 14ème dalaï-lama en tant qu’autorité légitime sur sa succession et s’opposer à tout effort du gouvernement de la République populaire de Chine pour sélectionner et nommer les chefs religieux bouddhistes tibétains.
- Prendre une action coordonnée robuste avec des gouvernements de même sensibilité pour adopter des résolutions et des déclarations conjointes dans des forums multilatéraux reconnaissant que la sélection des chefs religieux bouddhistes tibétains doit être déterminée uniquement par le dalaï-lama et la communauté bouddhiste tibétaine, conformément au droit international des droits de l’homme.
- Exhorter les autorités chinoises à modifier ou à abroger immédiatement le règlement sur les affaires religieuses de 2017, en particulier l’article 36 qui exige que la succession des bouddhas vivants dans le bouddhisme tibétain soit approuvée par le PCC.
- Abroger ou modifier toutes les autres lois et politiques qui violent le droit du peuple tibétain à la liberté de religion ou de croyance, notamment les “mesures sur la gestion de la réincarnation des bouddhas vivants dans le bouddhisme tibétain” qui exigent l’approbation de l’État chinois pour les réincarnations dans le bouddhisme tibétain et déclarent toute reconnaissance en dehors de la Chine comme illégale dans le but d’invalider les lignées de réincarnation.
- Exhorter les autorités chinoises à fournir des preuves de l’endroit où se trouve Gedhun Choekyi Nyima, le 11e panchen-lama du Tibet, de son état de santé, et demander à ce qu’un observateur indépendant puisse lui rendre visite immédiatement afin de confirmer sa situation et comprendre dans quelle mesure il peut jouir de ses droits et les exercer librement.
- Refuser d’approuver le candidat chinois au poste de panchen-lama, Gyaltzen Norbu.
- Établir un coordinateur spécial pour le Tibet ou un conseiller politique de haut niveau pour le Tibet afin de répondre de manière significative à la situation urgente au Tibet.
- Offrir un soutien bilatéral au gouvernement de l’Inde sur les questions de la succession du dalaï-lama, de la protection de l’administration centrale tibétaine (ACT) et des institutions culturelles et religieuses tibétaines en Inde.
- Développer une posture qui soutienne la Mongolie et protège sa démocratie, ses institutions bouddhistes et son chef spirituel Jetsun Dhampa Khutuktu de toute ingérence extérieure.
- Exhorter les autorités chinoises à ratifier immédiatement la Convention internationale sur les droits civils et politiques.
- Exhorter les autorités chinoises à accorder un accès immédiat, significatif et sans entrave au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction.
- Réaffirmer le droit à la liberté d’expression du peuple tibétain, y compris la défense pacifique de son droit à l’autodétermination.
- Exercer l’influence des États membres pour faire pression sur les autorités chinoises afin qu’elles mettent fin aux arrestations arbitraires, aux poursuites, à la torture et à toutes les autres violations perpétrées systématiquement à l’encontre des personnalités religieuses, des critiques, des activistes, des défenseurs des droits de l’homme tibétains et de tous ceux qui exercent pacifiquement leurs droits culturels et religieux.



# Annexes

## Les rôles individuels dans la succession du dalaï-lama en Chine

Les personnes suivantes – identifiées par l'historien Claude Arpi – sont susceptibles de jouer un rôle, clé ou mineur, dans tout futur processus de succession, par exemple en soutenant un candidat ou en soutenant publiquement le processus. Le panchen-lama chinois Gyaltzen Norbu n'est pas inclus dans la liste ci-dessous car son rôle dans la question de la succession est couvert ailleurs dans ce document.<sup>115</sup>

### ***Sonam Phuntsog, le 7e Reting Rinpoché***

En 2000, des moines du monastère de Reting ont protesté<sup>116</sup>, lorsque la Chine a intronisé Sonam Phuntsog comme la 7e réincarnation de Reting. Le 14e dalaï-lama n'a ni approuvé ni désapprouvé le choix de la Chine.

Reting Rinpoché est l'une des incarnations de haut rang habilitées à gérer le Tibet pendant l'absence ou dans la minorité des dalaï-lamas. Les incarnations précédentes de Reting ont également reconnu d'autres lamas incarnés, notamment le 9e Jetsun Dhampa, le patriarche spirituel de la Mongolie en 1933.

Le 5e Reting Rinpoché a agi comme régent du Tibet, après la mort du 13e dalaï-lama. Il a joué un rôle de premier plan dans la recherche du 14e dalaï-lama.

Compte tenu de la relation étroite historique entre le Reting Rinpoché et le dalaï-lama, et de l'importance symbolique de l'incarnation, le Reting installé par la Chine est susceptible d'être appelé à jouer un rôle politique symboliquement important dans tout processus de succession.

En janvier 2013, la Chine a fait de l'actuel Reting le plus jeune membre de la CCPPC du Tibet. À la suite de cela, l'adolescent a déclaré au China Daily qu'il « garderait la lignée Reting du patriotisme et de l'amour pour la religion ». <sup>117</sup> Lors d'une réunion en janvier 2022, il a souligné l'importance de la sinisation et a parlé de « guider la majorité des moines pour construire efficacement la conscience nationale chinoise ». <sup>118</sup>

### ***Amchok (Achok) Rinpoché***

Amchok Rinpoché, un ancien membre éminent du gouvernement tibétain en exil, est retourné au Tibet en 2015 et a annoncé qu'il était devenu citoyen chinois.

Né en 1944, il s'est exilé en 1959 et a travaillé comme directeur de la Bibliothèque des œuvres et archives tibétaines basée à Dharamsala. <sup>119</sup> Il est retourné pour la première fois en Chine en 1982, dans le cadre d'un effort de dialogue du département du travail du Front uni vis-à-vis des Tibétains exilés, selon un site Web de médias d'État. Après son retour en 2015, le journal d'État The Global Times a annoncé qu'il avait ainsi « snobé » le dalaï-lama. Les Tibétains comprennent que le retour d'Amchok Rinpoché ne signifie rien de tel, mais que Amchok et les autres qui prennent la décision de rentrer chez eux au Tibet peuvent jouer un rôle important dans la continuité religieuse et culturelle. <sup>120</sup>

En 1987, Amchok Rinpoché a vécu et enseigné pendant un an à l'institut pour lamas réincarnés à Pékin qui avait été fondé par le 10e panchen-lama.

### ***Phagpalha Gelek Namgyal***

En tant que réincarnation du lama en chef du monastère de Jampaling, Phagpalha a été l'un des premiers Tibétains à rejoindre le parti communiste, peu de temps après l'invasion du Tibet par la Chine. Il est l'un des membres les plus âgés de la « clique Chamdo ». Il est également connu sous le nom de Chamdo Phagpalha.

Phagpalha est vice-président du 13e Comité national de la CCPPC et président honoraire de l'Association bouddhiste de Chine ainsi que président du Comité régional autonome du Tibet de la CCPPC. Il est né en février 1940 à Lithang (en chinois : Litang) dans la préfecture autonome tibétaine de Kardze, dans la province du Sichuan.

Parmi les autres hauts responsables de Chamdo, figurent Lobsang Gyaltzen, chef du gouvernement de la RAT et membre du Comité central, Jampa Phuntsok, vice-président du Congrès national du peuple et Pema Choling (Padma Choling), président du Congrès du peuple de la RAT et seul Tibétain ethnique membre à part entière du 18e Comité central du PCC.

Selon l'historien et analyste Claude Arpi, Phagpala, Jampa Phuntsok et Padma Choling soutiendraient Shugden, un esprit contre lequel le dalaï-lama a mis en garde.<sup>121</sup>

### ***Drupkhang Thubten Khedrup***

(En chinois : Trukang Thupden Keldro ou Zhukang Tubdankezhub)

Il dirige l'institut de formation des tulkus à Lhassa et a été un critique éminent du dalaï-lama.

Né en 1955 à Nagchu, U-Tsang (en chinois : Naqu, RAT), il occupe un certain nombre de postes officiels, notamment vice-président de la Conférence de consultation politique de la RAT et vice-président de l'Association bouddhiste de Chine.

Drupkhang Thubten Khedrup était présent à une réunion à l'approche des célébrations du 70e anniversaire du parti communiste en 2019 qui a souligné la nécessité pour non seulement les moines mais également tous les Tibétains « de tracer consciemment une ligne claire avec le 14e dalaï-lama et la clique du dalaï-lama et de résister résolument aux diverses activités de la clique du dalaï-lama. »

### ***Lhodro Gyatso Rinpoché***

(En chinois : Pandian Dunyu)

Avec Drupkhang, Lhodro Gyatso est connu comme le bras droit du panchen-lama installé en Chine, Gyaltzen Norbu.

Il est membre du Comité directeur pour les titres académiques avancés du bouddhisme tibétain et vice-président de l'Association bouddhiste de Shigatse.

En 2021, il a participé à une réunion de l'Association bouddhiste chinoise à Lhassa présidée par le panchen-lama chinois. Il a été nommé membre du 13e Comité national de la CCPPC en 2018.<sup>122</sup>

## Méthodologie

La recherche indépendante est presque impossible au Tibet en raison des restrictions et des conditions actuelles dans le pays. Les autorités chinoises n'autorisent pas l'accès aux chercheurs étrangers, sauf dans des cas extrêmement rares, et uniquement sur des sujets qui ne sont pas sensibles ou susceptibles de produire des résultats critiques à l'égard du gouvernement.

Le Tibet figure sur la liste des pays les moins libres du monde, aux côtés de la Syrie et du Sud-Soudan.<sup>123</sup> Alors que la RPC présente le Tibet comme « ouvert », elle en a militarisé l'accès. Le refus d'accès est de plus en plus utilisé comme un outil puissant pour étouffer les critiques des universitaires, des journalistes, des experts indépendants et des diplomates étrangers. La RPC est classée comme l'un des pires pays au monde en matière de liberté de la presse.

Les Tibétains s'exposent à de graves dangers, notamment à l'arrestation et à la torture, s'ils sont ne serait-ce que soupçonnés de communiquer sur la situation politique et sociale au Tibet, que ce soit à des personnes au Tibet ou à l'extérieur. Les dangers et les difficultés de la communication via des applications telles que WeChat sont bien documentés. Les contenus liés au Tibet sont censurés sur WeChat. Il existe des cas de Tibétains arrêtés pour avoir partagé des messages, des chansons et des photos sur WeChat avec des contenus liés au dalaï-lama et à la culture tibétaine que les autorités chinoises considèrent comme « anti-chinois ». Les natifs chinois de souche courent eux aussi des risques s'ils communiquent sur des sujets politiquement sensibles, notamment avec des étrangers ou avec des ONG.

Compte tenu de ces dangers, le présent rapport se fonde sur une combinaison de recherches et de traductions de documents universitaires chinois et d'articles de médias d'État, ainsi que sur des conversations avec des Tibétains bien informés en dehors de la RPC. L'identité des universitaires tibétains qui se trouvent en RPC ou qui ont de la famille ou des amis encore en RPC n'a pas été révélée sur demande. Nous avons étudié diverses sources officielles en chinois et en tibétain, notamment des sites Web provinciaux, préfectoraux et nationaux, des médias d'État et des chaînes d'information en ligne. Nous avons obtenu plusieurs documents de recherche rédigés par des universitaires chinois travaillant dans des institutions publiques de la RPC, qui ne sont pas tous accessibles au public.

Afin de contextualiser ces informations et de comprendre les termes spécifiques du parti communiste, nous avons également travaillé avec des chercheurs tibétains trilingues et des sources bien informées (tibétaines et autres) en exil. Nous avons également consulté des moines et des Rinpoché tibétains de haut rang pour nous assurer de la compréhension des protocoles religieux ; nous leur sommes reconnaissants pour leur temps et leur aide accordés.

# Notes

All links working at date of publication, 4 October 2023.

- 1 [https://www.chinadaily.com.cn/china/2011-03/07/content\\_12131293.htm](https://www.chinadaily.com.cn/china/2011-03/07/content_12131293.htm)
- 2 'Dalai Lama Keeps Firm Grip on Reins of Succession', New York Times, 5 octobre 2011, <https://www.nytimes.com/2011/10/06/world/asia/06iht-letter06.htm>
- 3 Pour plus de détails sur la politique actuelle, voir le rapport de la Coalition pour la défense du Tibet, « Assaulting Identity »: <https://tibetadvocacy.org/2021-tibet-report/>
- 4 « La ville de Shannan tient une réunion sur l'organisation et le déploiement des activités de pratique éducative intitulée « Respecter les quatre normes et s'efforcer d'être des moines et des nonnes avancés en 2020 », département du travail du Front uni du comité municipal de Shannan du parti, 14 avril 2020. Aussi: <http://www.lasribao.com/lrbzw/pc/content/201809/06/c44947.html> – archived at – <https://web.archive.org/web/20211215135448/http://www.lasribao.com/lrbzw/pc/content/201809/06/c44947.html> et [http://epaper.chinatibetnews.com/xzrbzw/202111/22/content\\_112301.html](http://epaper.chinatibetnews.com/xzrbzw/202111/22/content_112301.html) archived at [https://web.archive.org/web/20211215135449/http://epaper.chinatibetnews.com/xzrbzw/202111/22/content\\_112301.html](https://web.archive.org/web/20211215135449/http://epaper.chinatibetnews.com/xzrbzw/202111/22/content_112301.html)
- 5 'Tibetan political prisoner dies of injuries from severe beating', Tibet Watch, 29 avril 2020, <https://www.tibetwatch.org/news/2020/4/29/tibetan-political-prisoner-dies-of-injuries-from-severe-beating>
- 6 En Chine, les articles rédigés par des universitaires dans des instituts dirigés par le parti ont tendance à éclairer l'élaboration des politiques et peuvent donner un avertissement important sur les mesures sévères qui sont à venir. Les deux articles cités dans le document obtenu en RPC sont de Wang Jiaquan de Xinhua et le second, de Wang Yanmin et publié par the Public Security University of China à Beijing: 1. "Escaping a predicament: thoughts on the opportunities and considerations for communicating on Tibet in the "post-Dalai era"", Wang Jiaquan Wang Jiaquan, Xinhua News Agency - il a présenté l'article à la conférence de 2009: [https://tibetnetwork.org/free1/wp-content/uploads/2022/08/Escaping-a-predicament\\_-thoughts-on-the-opportunities-and-considerations-for-communicating-on-Tibet-in-the-post-Dalai-era.pdf](https://tibetnetwork.org/free1/wp-content/uploads/2022/08/Escaping-a-predicament_-thoughts-on-the-opportunities-and-considerations-for-communicating-on-Tibet-in-the-post-Dalai-era.pdf); 2. "New changes and countermeasures against Tibet independence splittist activities in the post-Dalai era", Wang Yanmin, Public Security University of China, 7 avril 2017: <https://tibetnetwork.org/free1/wp-content/uploads/2022/08/New-changes-and-countermeasures-against-Tibet-independence-splittist-activities-in-the-post-Dalai-era.pdf>
- 7 <https://tibet.net/about-cta/>
- 8 Wang Yanmin établit une distinction entre « l'ère post-dalai » qui correspond au moment présent, alors que le dalai-lama est encore en vie et a transmis le pouvoir politique à l'Administration centrale tibétaine (ACT), et « l'ère après-dalai » qui se réfère à la période qui suivra son décès. L'auteur laisse entendre que la dévolution du pouvoir politique du dalai-lama à une démocratie en exil est considérée comme une force plutôt qu'une faiblesse, quand il s'agit de faire référence à la « stratégie de la clique du dalai qui consiste à « avancer en reculant » » <https://tibetnetwork.org/free1/wp-content/uploads/2022/08/New-changes-and-countermeasures-against-Tibet-independence-splittist-activities-in-the-post-Dalai-era.pdf>
- 9 Ibid, 6
- 10 [https://tibetnetwork.org/free1/wp-content/uploads/2022/08/Escaping-a-predicament\\_-thoughts-on-the-opportunities-and-considerations-for-communicating-on-Tibet-in-the-post-Dalai-era.pdf](https://tibetnetwork.org/free1/wp-content/uploads/2022/08/Escaping-a-predicament_-thoughts-on-the-opportunities-and-considerations-for-communicating-on-Tibet-in-the-post-Dalai-era.pdf)
- 11 <https://tibetnetwork.org/free1/wp-content/uploads/2022/08/New-changes-and-countermeasures-against-Tibet-independence-splittist-activities-in-the-post-Dalai-era.pdf>
- 12 Ibid
- 13 bid 8
- 14 Une source au Tibet a été citée, disant que ce groupe a été convoqué le 12 janvier 2021, dans un article publié dans Economics, Politics and Public Policy in East Asia and the Pacific, le 31 mars 2021, <https://www.eastasiaforum.org/2021/03/31/tibetans-in-exile-facing-new-challenges/>
- 15 Le gouvernement issu de ce système fut appelé le Gaden Phodrang (du nom de la résidence du dalai-lama au monastère de Drepung) et fut renforcé par une extension du monachisme à travers l'école de bouddhisme tibétain, Gelugpa ou Bonnet Jaune, auquel appartient le dalai-lama. Après la dévolution de son autorité politique, le gouvernement Gaden Phodrang a cessé d'exister.
- 16 The Gaden Phodrang Trust <https://www.dalailama.com/office/the-dalai-lama-trust>
- 17 La déclaration du 24 septembre 2011 est accessible sur le site du dalai-lama: <https://www.dalailama.com/the-dalai-lama/biography-and-daily-life/reincarnation>
- 18 'A Conversation with the Dalai Lama', Alex Perry, Time magazine, 18 octobre 2004.
- 19 En 2007, le 14e dalai-lama a déclaré que le prochain dalai-lama pourrait être une femme, en faisant remarquer que : "Si une femme se révèle être plus utile, le lama pourrait très bien se réincarner sous cette forme », The Telegraph, Londres, « Dalai Lama says successor could be a woman », Richard Spencer, 7 décembre 2001. Le dalai-lama a souvent parlé de l'importance des femmes dans le leadership, affirmant que la culture tibétaine, qui repose principalement sur le bouddhisme tibétain, considère tous les êtres sensibles comme égaux, y compris les hommes et les femmes. Sous la direction du dalai-lama, pour la première fois, les nonnes tibétaines bouddhistes en exil peuvent étudier pour le diplôme de Geshema, diplôme comparable à un doctorat en philosophie bouddhiste. Le premier groupe à le faire s'est qualifié en 2016.
- 20 Interview avec l'agence de presse japonaise Nikkei et avec d'autres journalistes à Dharamsala, rapporté par Yuji Kuronuma le 5 novembre 2018, <https://asia.nikkei.com/Editor-s-Picks/Interview/Dalai-Lama-says-high-priests-to-discuss-adult-successor>. Le dalai-lama cite un enseignant et érudit tibétain du 19e siècle, Jamyang Khyentse Wangpo, lorsqu'il fait cette distinction : « La réincarnation est ce qu'il se passe quand quelqu'un renaît après le décès du prédécesseur ; l'émanation survient lorsque des manifestations ont lieu sans le décès de la source. » L'accent mis par le dalai-lama montre qu'il pourrait choisir « d'émaner » en une autre personne avant sa mort, choisissant ainsi expressément son successeur. La déclaration dit aussi qu'« alternativement, il est possible pour le lama de désigner un successeur qui sera soit son disciple, soit quelqu'un de jeune devant être reconnu comme son émanation ».
- 21 <https://savetibet.org/tibetan-self-immolations/>
- 22 <https://www.dalailama.com/news/2006/tibetans-burn-wild-animal-skins-in-tibet-to-encourage-wildlife-preservation>
- 23 <https://tibet.net/14th-tibetan-religious-conference-affirms-the-dalai-lamas-sole-authority-in-his-reincarnation-illgitimises-chinas-meddling-in-religious-affairs/>
- 24 Administration centrale tibétaine en ligne, <https://tibet.net/3rd-special-general-meeting-vehemently-rejects-chinas-interference-in-tibetan-reincarnation/>
- 25 Le dalai-lama s'adressait en juin 2020 à Justin Rowlett qui cite le dalai-lama en disant que « Les Bouddhistes himalayens du Tibet et du Mongolie décideront de la suite des événements », 13 juin 2020: <https://www.bbc.co.uk/news/stories-5302834>

- <sup>26</sup> Le document connu sous le nom de “pétition à 70’000,00 caractères” a été publié par Tibet Information Network à Londres (aujourd’hui fermé) en 1997, en traduction anglaise.
- <sup>27</sup> L’Administration centrale tibétaine (ACT) basée à Dharamsala a cité un message audio d’un responsable tibétain anonyme de la Bhojong Nangten Thuntsok (Association tibétaine bouddhiste) affirmant que « Jadrel (Chadrel) Rinpoche est mort. » « Certains dissent que Jadrel Rinpoche a été empoisonné à mort », ajoute le message audio. Posté par Phayul le 24 novembre 2011, <http://www.phayul.com/2011/11/24/30415/>
- <sup>28</sup> Rapport de Human Rights Watch, 21 mai 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/05/21/china-free-tibetans-unjustly-imprisoned>
- <sup>29</sup> “Tibet marks Panchen Lama’s enthronement anniversary”, 8 décembre 2005, cité par l’étude de John Powers sur la propagande chinoise sur le bouddhisme, « The Buddha Party », Oxford University Press, 2017.
- <sup>30</sup> [Une campagne du parti, ce qui signifie effectivement l’importance centrale de la loyauté envers le CCP pour tous les pratiquants religieux [https://www.voanews.com/a/east-asia-pacific\\_voa-news-china\\_new-chinese-decree-tells-religious-leaders-support-communist-party/6205013.html](https://www.voanews.com/a/east-asia-pacific_voa-news-china_new-chinese-decree-tells-religious-leaders-support-communist-party/6205013.html)
- <sup>31</sup> <https://www.nytimes.com/2010/03/02/world/asia/02tibet.htm>
- <sup>32</sup> WCTB中国佛协藏传佛教工作委员会, Zhongguo Foxie Zangchuan Fojiao Gongzuo Weiyuanhui.
- <sup>33</sup> China Tibet Online, 7 August 2019, [http://eng.tibet.cn/eng/news/tibetan/201908/t20190807\\_6656885.html](http://eng.tibet.cn/eng/news/tibetan/201908/t20190807_6656885.html)
- <sup>34</sup> Cela a été signalé dès son arrivée à Lhassa en juin 2019, lorsque les médias d’État ont rapporté “Le 11 juin, le panchen Erdeni Choskyi Gyalpo, membre du Comité permanent du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois et vice-président de l’Association bouddhiste de Chine, est arrivé à Lhassa par avion pour mener des recherches et des activités bouddhistes », China Tibet Online, 28 juin 2019, [http://eng.tibet.cn/eng/news/tibetan/201906/t20190628\\_6623271.html](http://eng.tibet.cn/eng/news/tibetan/201906/t20190628_6623271.html)
- <sup>35</sup> China Tibet News en ligne en Chinois, 28 août 2018, <http://www.xztzb.gov.cn/news/1535419327828.shtml>
- <sup>36</sup> Rapport d’International Campaign for Tibet, “Blue Gold from the Highest Plateau: Tibet’s water and global climate change” : <https://savetibet.org/new-report-reveals-global-significance-of-tibet/>
- <sup>37</sup> Xinhua, 20 août 2018, [http://eng.tibet.cn/eng/news/tibetan/201808/t20180820\\_6189684.html](http://eng.tibet.cn/eng/news/tibetan/201808/t20180820_6189684.html), cité dans le rapport d’International Campaign for Tibet, 11 septembre 2018: <https://savetibet.org/china-tightens-screws-on-tibetan-buddhism/>
- <sup>38</sup> Robert Barnett, “Authenticity, secrecy, and public space: Chen Kuyuan and Representations of the Panchen Lama reincarnation dispute of 1995”, 2008, dans “Tibetan Modernities: Notes from the Field on Cultural and Social Change”, édité par Robert Barnett et Ronald Schwarz, 353-421 . Leiden: E .J .Brill .
- <sup>39</sup> China Daily, 26 avril 2012, [https://www.chinadaily.com.cn/china/2012-04/26/content\\_15144030.htm](https://www.chinadaily.com.cn/china/2012-04/26/content_15144030.htm)
- <sup>40</sup> Les 3 autres membres du Politburo sont Yu Zhengsheng du Comité permanent, Sun Chunlan, le chef de l’époque de l’UFWD et Li Zhanshu, directeur du Bureau général du parti. Était également présent Jampa Phuntsok qui était à l’époque le plus ancien du parti. Voir le blog de Claude Arpi, 10 juin 2015, <https://claudearpi.blogspot.com/2015/06/hot-summer-on-tibetan-plateau.html>
- <sup>41</sup> Rapport d’International Campaign for Tibet, “World’s most famous Buddhist on the blacklist of atheist China’s first international Buddhist forum”, 13 avril 2006.
- <sup>42</sup> <https://tibet.net/reports-of-chinese-panchen-lama-visit-to-nepal-a-political-gimmick-penpa/>
- <sup>43</sup> En mai 2019, Gyaltsen Norbu a fait son premier voyage en Thaïlande : <https://tibetpolicy.net/beijing-quietly-building-gyaltsen-norbus-spiritual-resume/>
- <sup>44</sup> Traduction du règlement par International Campaign for Tibet : <https://savetibet.org/new-measures-on-reincarnation-reveal-partys-objectives-of-political-control/> et <https://www.cecc.gov/resources/legal-provisions/measures-on-the-management-of-the-reincarnation-of-living-buddhas-in-0>
- <sup>45</sup> Global Times, 25 août 2019, <http://www.globaltimes.cn/content/1162625.shtml>
- <sup>46</sup> Global Times, 29 avril 2016, <http://www.globaltimes.cn/content/980724.shtml>
- <sup>47</sup> <https://www.cngold.com.cn/20160429d1903n68999550.html> , 1 January 2016.
- <sup>48</sup> Livre blanc chinois publié le 21 mai 2021: [http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/21/c\\_139959978.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/21/c_139959978.htm)
- <sup>49</sup> Au début de l’année 2021, l’Association bouddhiste chinoise du Sichuan a téléchargé une liste de 411 lamas réincarnés approuvés officiellement dans la province, indiquant que les entrées incluait 119 Bouddhas vivants réincarnés à Ngaba, dans l’Amdo (en chinois : Aba, Préfecture autonome tibétaine et Qiang), 291 Bouddhas vivants à Kardze, dans le Kham (en chinois : Ganzi, TAR) et un dans le Comté autonome tibétain de Muli. La liste complète est en ligne à : <http://www.sctyzx.gov.cn/sczcfjhfm/> et figure sur une liste du gouvernement du Sichuan le 5 février 2021, <http://www.sichuanpeace.gov.cn/sfzjzs/20210205/2384974.html>
- <sup>50</sup> Le gouvernement chinois n’a pas publié de déclarations fermes condamnant les départs d’Arjia Rinpoché et du Karmapa, même après qu’ils aient tous deux exprimé en exil leurs préoccupations, quant au manque de liberté religieuse au Tibet. L’ancien président et secrétaire du parti, Jiang Zemin, a même écrit un verset faisant l’éloge d’Arjia Rinpoché après son départ et l’encourageant à revenir. Les autorités chinoises ont continué à faire des efforts discrets pour communiquer avec le Karmapa en exil après son arrivée en Inde, afin de l’encourager à revenir.
- <sup>51</sup> Article du vice-directeur Liu Peng en 2019.
- <sup>52</sup> Traduction de l’annonce de Human Rights Watch, <https://www.hrw.org/news/2018/01/25/china-new-controls-tibetan-monastery>
- <sup>53</sup> ‘China promotes its most sanctioned official to Tibetan Communist Party chief’, South China Morning Post, 19 octobre 2021, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3152821/china-promotes-its-most-sanctioned-official-tibetan-party-chief>
- <sup>54</sup> ‘Wang Junzheng, “Butcher of Xinjiang,” Becomes Party Secretary of Tibet’. Bitter Winter, 21 octobre 2022, <https://bitterwinter.org/wang-junzheng-butcher-of-xinjiang-becomes-party-secretary-of-tibet/>
- <sup>55</sup> ‘China warns Tibetan monks ahead of March anniversaries’, Radio Free Asia, 18 février 2022, <https://www.rfa.org/english/news/tibet/warns-02182022152247.html>
- <sup>56</sup> ‘The ‘poisonous fruit’ of Tibet’s religious policy as China publishes ‘Living Buddha’ database’, International Campaign for Tibet, 2 mai 2016, <https://savetibet.org/the-poisonous-fruit-of-tibets-religious-policy-as-china-publishes-living-buddha-database/>
- <sup>57</sup> ‘Tibetan ‘Living Buddhas’ compelled to show allegiance to Party at birthplace of Mao Zedong, International Campaign for Tibet, 8 novembre 2016, <https://savetibet.org/ict-inside-tibet-news-and-analysis-of-emerging-developments-in-tibet/#1>
- <sup>58</sup> Selon des Tibétains en exil ayant des connections dans la région
- <sup>59</sup> Human Rights Watch, 6 avril 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/04/06/how-chinas-authorities-aim-control-tibetan-reincarnation>
- <sup>60</sup> Les médias d’État chinois font état d’une session de formation pour les lamas réincarnés en 2016, à la suite des remarques de Xi Jinping, lors d’un forum religieux, 14 novembre 2016, [http://www.cnr.cn/xz/jrxz/20161114/t20161114\\_523265639.shtml](http://www.cnr.cn/xz/jrxz/20161114/t20161114_523265639.shtml)
- <sup>61</sup> [https://www.chinavivae.com/biography/Zhu\\_Weiqun](https://www.chinavivae.com/biography/Zhu_Weiqun)
- <sup>62</sup> Rapport de média d’État chinois, 9 mai 2020, <http://www.qhtyzx.com/system/2020/05/09/013157687.shtml>

- <sup>63</sup> Média d'État chinois, China Tibet Net, 20 septembre 2020, <http://www.tibetology.ac.cn/zgzx/xsdt/detail/1319124> archived at: <https://archive.vn/6xk4N>
- <sup>64</sup> Média d'État chinois, 2 février 2021, [http://zf.xgll.gov.cn/html/2021/zf\\_zfjg\\_zs\\_szlsg\\_gzdt\\_0202/34422.html](http://zf.xgll.gov.cn/html/2021/zf_zfjg_zs_szlsg_gzdt_0202/34422.html) archived at: <https://archive.vn/yotja>
- <sup>65</sup> "China National Daily", 12 janvier 2021, <http://www.mzb.com.cn/html/report/210130794-1.htm>
- <sup>66</sup> Livre blanc de la Chine, publié le 21 mai 2021: [http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/21/c\\_139959978.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/21/c_139959978.htm)
- <sup>67</sup> Site du gouvernement du Qinghai: <http://www.qh.gov.cn/zwgk/system/2021/06/10/010025515.shtml>
- <sup>68</sup> <https://freetibet.org/freedom-for-tibet/culture-religion/yarchen-gar/>
- <sup>69</sup> <http://www.gxscse.com/xinwenshuju/550603.html>
- <sup>70</sup> Le 14 avril 2015, la Chine a envoyé aux États-Unis une délégation formée de 5 membres du Congrès populaire de la région autonome du Tibet, dirigée par Shangtsa Tenzin Chudrak, une « réincarnation du Bouddha vivant » dans le bouddhisme tibétain et directeur adjoint du Comité permanent du Congrès populaire du Tibet. Il a réitéré la position du gouvernement chinois concernant les manifestations de Lhassa en 2008 et le dalaï-lama. Selon les médias d'État chinois, il a « présenté aux politiciens américains le développement économique et social rapide et la situation des droits de l'homme au Tibet au cours des 50 années qui ont suivi sa "libération", et les dirigeants des communautés tibétaines en exil aux États-Unis ont également salué la visite de la délégation tibétaine. » [http://www.tibetol.cn/html/2015/1\\_0414/17915.html](http://www.tibetol.cn/html/2015/1_0414/17915.html)
- <sup>71</sup> I Rapport d'International Campaign for Tibet, 2 décembre 2009, <https://savetibet.org/determination-to-resist-repression-continues-in-combat-ready-chamdo-frontline-of-patriotic-education/>
- <sup>72</sup> Pour une vidéo du monastère avec des sous-titres en anglais, voir le Kham Film Project: <http://www.khamfilmproject.org/sersul-tib/>, cité par le rapport d'International Campaign for Tibet, 12 juillet 2018, <https://savetibet.org/china-forces-young-tibetan-monks-out-of-monastery-into-government-run-schools-as-part-of-drive-to-replace-monastic-education-with-political-propaganda>
- <sup>73</sup> Global Times, 15 mai 2018, <http://www.globaltimes.cn/content/1102208.shtml>
- <sup>74</sup> <https://www.nytimes.com/2012/04/08/world/asia/china-said-to-detain-returning-tibetan-pilgrims.html>
- <sup>75</sup> Voir le rapport d'International Campaign for Tibet, "A Policy Alienating Tibetans: The denial of passports to Tibetans as China tightens control" <https://savetibet.org/policy-alienating-tibetans-denial-passports-tibetans-china-intensifies-control/> et Human Rights Watch, "One passport, two systems", <https://www.hrw.org/report/2015/07/13/one-passport-two-systems/chinas-restrictions-foreign-travel-tibetans-and-others>
- <sup>76</sup> Interview avec l'auteur du rapport d'International Campaign for Tibet, 9 janvier 2017, « Tibetan pilgrims » <https://savetibet.org/tibetan-pilgrims-compelled-to-return-from-dalai-lama-teaching-in-bodh-gaya-india-china-calls-the-teaching-illegal/>
- <sup>77</sup> On s'est rendu compte que "le bouddhisme chinois avait beaucoup moins d'influence que le bouddhisme Theravada et le bouddhisme tibétain dans le monde », selon le Dr Juyan Zhang dans un article sur la diplomatie de la foi en Chine. Juyan Zhang (2013), "China's Faith Diplomacy", in: Phillip Seib (ed.), Religion and Public Diplomacy, New York, NY: Palgrave Macmillan, p 75–98.
- <sup>78</sup> The Indian Republic News Portal, une nouvelle carte montre que l'Arunachal Pradesh fait partie de la Chine, 28 juin 2014 .
- <sup>79</sup> India Today, 31 December 2021, <https://www.indiatoday.in/india/story/china-renames-15-places-arunachal-pradesh-india-rejects-invented-names-1894377-2021-12-31>
- <sup>80</sup> Matthew Akester, présentation à la Foundation for Non-Violent Alternatives, Delhi, 13 septembre 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=9ZX7eTqrTJs>
- <sup>81</sup> Ministère chinois des Affaires étrangères, le lien ne fonctionne plus, cité par CNN, 6 avril 2017, <https://edition.cnn.com/2017/04/05/asia/china-tibet-dalai-lama-border/index.html>
- <sup>82</sup> D'autres plaintes ont été déposées: 2009 concernant une visite par le dalaï-lama# 2016 concernant une visite à Tawang de l'Ambassadeur américain en Inde de l'époque, Richard Verma, et des objections ont aussi été soulevées à l'encontre de la visite du 17e Karmapa Gyen Trinley Dorje en 2016 à la demande du peuple bouddhiste Monpa de l'ouest de l'État indien.
- <sup>83</sup> Tshering Chonzom Bhutia, 20 avril 2017: <https://thedi diplomat.com/2017/04/the-politics-of-reincarnation-india-china-and-tibet/>
- <sup>84</sup> Son testament a été intitulé "Word for All the Faithful" (Tibétain : dad ris kun la gtam) et publié à Batsaihan, O. 2015. IX Bogd Javzandamba Hutagt: Amidral ba tsag hugatsaa (The IX Bogdo Jetsun Dhampa Khutukhtu: The Life and Times). Ulaanbaatar: Mönhiin üseg.
- <sup>85</sup> Cité par: [http://thecessblog.com/2018/02/double-headed-mongolian-buddhism-by-lhagvademchig-j-shastri-visiting-researcher-university-of-shiga-prefecture/#\\_edn4](http://thecessblog.com/2018/02/double-headed-mongolian-buddhism-by-lhagvademchig-j-shastri-visiting-researcher-university-of-shiga-prefecture/#_edn4) and other sources.
- <sup>86</sup> Un lien sur DalaiLama.com couvrant la rencontre avec la presse semble être hors ligne: <https://www.dalailama.com/news/post/1496-meeting-with-the-press-before-returning-to-japan> – et en Tibétain <https://www.gyalwarinpoche.com/node/309>
- <sup>87</sup> 'Why Is Russia Moving Closer to Mongolia?', The Diplomat, 23 juin 2020, <https://thedi diplomat.com/2020/06/why-is-russia-moving-closer-to-mongolia/>
- <sup>88</sup> Voir aussi <http://blogs.ubc.ca/mongolia/2020/guest-post-dalai-lama-succession-mongolia-tibet-china-shugden/>
- <sup>89</sup> Article de la presse mongole le 26 décembre 2016, <https://dnn.mn/%D1%86-%D0%BC%D3%A9%D0%BD%D1%85-%D0%BE%D1%80%D0%B3%D0%B8%D0%BB-%D1%81%D0%B0%D0%BB%D0%B1%D0%B0%D1%80-%D1%85%D1%8D%D0%BC%D0%BD%D1%8D%D0%BB%D1%82%D0%B8%D0%B9%D0%BD-%D0%B3%D0%BE%D1%80%D0%B8%D0%BC%D0%B4-%D1%88%D0%B8%D0%BB%D0%B6%D0%B8%D0%B6-%D0%B1%D0%B0%D0%B9%D0%BD%D0%B0/> cité par Jichang Lulu dans 'Outside the Urn'.
- <sup>90</sup> Les deux liens cités par Jichang Lulu pour sa pièce 'Outside the Urn', <https://theasiadialogue.com/2017/03/21/thinking-outside-the-urn-china-and-the-reincarnation-of-mongolias-highest-lama/>, étaient hors ligne au moment de la rédaction
- <sup>91</sup> 'Mongolia: Living from loan to loan', Financial Times, 12 septembre 2016, <https://www.ft.com/content/4055d944-78cd-11e6-a0c6-39e2633162d5>
- <sup>92</sup> Tibet Journal, 7 mars 2022, <https://www.tibetanjournal.com/?s=mongolia>
- <sup>93</sup> Les manifestations ont été organisées par des membres du Nouveau mouvement religieux (NMR) bouddhiste britannique, la « Nouvelle Tradition Kadampa » (NKT), sous le sobriquet de « Communauté internationale Shugden » (ISC). La Nouvelle Tradition Kadampa, une organisation caritative enregistrée, est aujourd'hui le mouvement néo-bouddhiste qui connaît la croissance la plus rapide en Occident, avec plus de 200 centres et 900 branches dans le monde. Le groupe compte 48 centres au Royaume-Uni. Réputé pour son recrutement agressif et l'accent mis sur une expansion rapide, le NKT est également considéré comme l'un des nouveaux mouvements religieux (NMR) les plus controversés. Il a fait l'objet de plusieurs questions parlementaires au Royaume-Uni.
- <sup>94</sup> Reuters, 16 mars 2016, <https://www.reuters.com/article/us-china-dalai-lama-idUSKCN0WD203> et investigation, 21 décembre 2015, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/china-dalailama/>

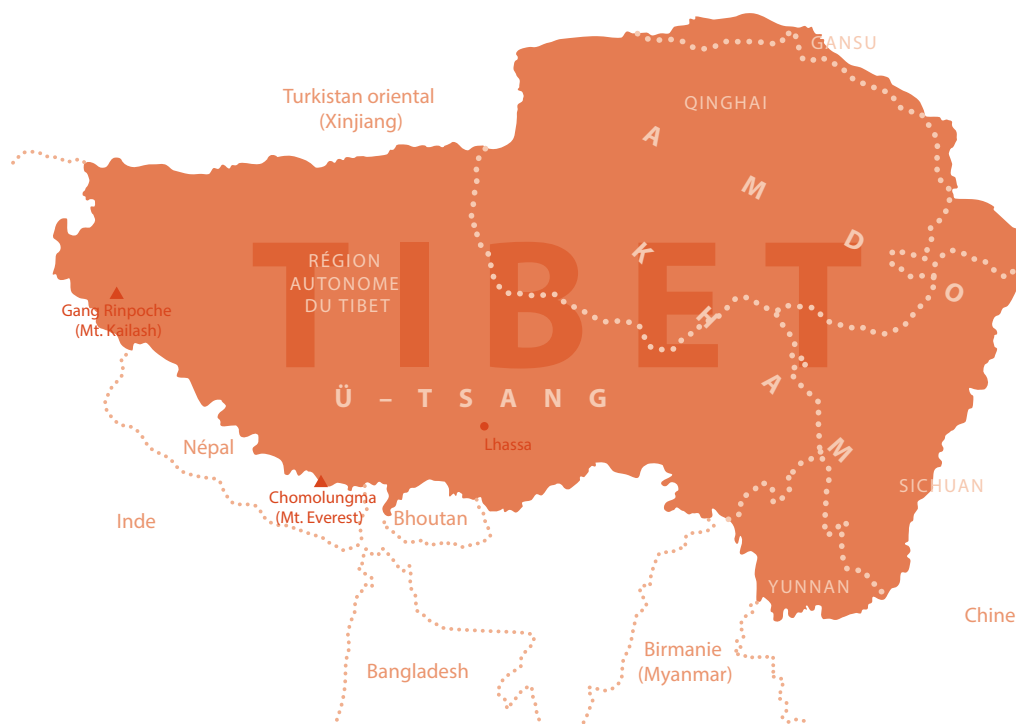
- <sup>95</sup> <http://www.savetibet.org/chinas-new-directive-on-controversial-shugden-spirit-in-tibet-in-bid-to-further-discredit-dalai-lama/#sthash.sP2FfXys.dpuf>
- <sup>96</sup> Interview par Reuters de Lama Tseta, après son témoignage vidéo en 2015, 21 décembre 2015, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/china-dalailama/>
- <sup>97</sup> Dans un petit monastère de Chamdo, la population entière des 21 moines a été chassée, lorsqu'elle a refusé d'installer une statue de Dordjé Shougden. Selon des sources tibétaines, les autorités ont alors nommé 8 autres moines et la statue a été installée. L'année dernière, toujours à Chamdo, un jeune Tibétain s'est poignardé à mort, lorsque la police a tenté de l'arrêter pour le démantèlement d'une statue de Dordjé Shougden il y a six ans, selon un rapport de Radio Free Asia. Plus de détails sur les sources dans le rapport d'International Campaign for Tibet, <http://www.savetibet.org/chinas-new-directive-on-controversial-shugden-spirit-in-tibet-in-bid-to-further-discredit-dalai-lama/#sthash.sP2FfXys.dpuf>. De plus amples informations sur Shugden sont disponibles sur le site Web du dalai-lama ([www.dalailama.com](http://www.dalailama.com)), de l'Administration centrale tibétaine ([www.tibet.net](http://www.tibet.net)), et des Maisons du Tibet ([www.dalailamaprotesters.info](http://www.dalailamaprotesters.info))
- <sup>98</sup> Selon les médias d'État chinois, en mars 2017, la Chine a engagé des investissements directs étrangers de 8,2 milliards de dollars au pays himalayen, sur un total de 13,52 milliards de dollars de promesses reçues lors du Sommet de l'investissement au Népal. Le même article du Global Times note que : « Les promesses chinoises ont éclipsé l'engagement de l'Inde de 317 millions de dollars lors du même événement ». Global Times, 14 août 2017, <http://www.globaltimes.cn/content/1061315.shtml>. En outre, la Chine a dépensé des milliards de dollars pour des projets d'infrastructure dans les zones tibétaines limitrophes du Népal. (Voir également : Nikkei Asian Review, 9 mars 2019, <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Belt-and-Road/Belt-and-Road-reaches-Nepal-s-wild-north-winning-China-influence>).
- <sup>99</sup> Cité par International Campaign for Tibet, 11 novembre 2019, <https://savetibet.org/concerns-rise-about-tibetans-status-in-nepal-as-chinese-leader-xi-jinping-prepares-to-visit/>. 'A blueprint for consolidating power: China exports Xi Jinping Thought to Nepal', Kathmandu Post, 24 septembre 2019, <https://kathmandupost.com/national/2019/09/24/a-blueprint-for-consolidating-power-china-exports-xi-jinping-thought-to-nepal/>
- <sup>100</sup> "China should offer more generous aid to Nepal amid Sino-Indian border dispute", Global Times, 14 août 2017, <http://www.globaltimes.cn/content/1061315.shtml>
- <sup>101</sup> Voir les rapports d'International Campaign for Tibet sur les développements au Népal, 'Dangerous Crossings', <https://savetibet.org/tag/dangerous-crossing/>
- <sup>102</sup> Administration centrale tibétaine, 'Oot Nepal Celebrates the 87th Birthday of His Holiness the Dalai Lama Despite Restrictions' 8 juillet 2022: <https://tibet.net/oot-nepal-celebrates-the-87th-birthday-of-his-holiness-the-dalai-lama-despite-restrictions/>
- <sup>103</sup> 'Loi de 2019 sur la politique et le soutien tibétains', <https://savetibet.org/wp-content/uploads/2020/01/BILLS-116-HR4331-E000179-Amdt-95.pdf>
- <sup>104</sup> Tibet Policy Act: <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/4331/text?format=txt&r=3&s=1>
- <sup>105</sup> Tibet Policy Act talking points by the International Campaign for Tibet, <https://savetibet.org/advocacy/tibetan-policy-act/tibetan-policy-act-talking-points/>
- <sup>106</sup> L'assurance a été donnée le 3 avril 2020 par Joesp Borrell, le chef des Affaires étrangères de l'UE et vice-président de la Commission européenne – <https://savetibet.org/eu-opposes-chinese-interference-in-dalai-lama-succession/>
- <sup>107</sup> Tibetan Review, 11 avril 2020, <https://www.tibetanreview.net/eu-reaffirms-opposition-to-chinas-interference-in-dalai-lama-reincarnation-issue/>
- <sup>108</sup> [https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/EN/foraff/137585.pdf](https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/137585.pdf)
- <sup>109</sup> <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/55/ic091.pdf>
- <sup>110</sup> <https://www.parlementairemonitor.nl/9353000/1/j9vvij5epmj1ey0/vl3rj06x72zt>
- <sup>111</sup> <https://dserver.bundestag.de/btd/19/174/1917407.pdf> p 25, cited by International Campaign for Tibet, 13 March 2020 <https://savetibet.org/german-and-eu-leaders-back-tibet-access-religious-freedom/>
- <sup>112</sup> "India cannot leave the future of Buddhism to either China or chance," wrote commentator Indrani Bagchi, source cited.
- <sup>113</sup> Le commentateur de politique étrangère Indrani Bagchi a expliqué : « Ce n'est pas la première fois que Modi souhaite la bienvenue au dalai-lama. En fait, selon les officiels, Modi l'a salué chaque année. Mais c'est la première fois [en 2021] que les vœux de Modi ont été rendus publics. Elle est intervenue au beau milieu de la pire impasse militaire entre l'Inde et la Chine, qui a déjà modifié les contours à long terme des politiques étrangères et stratégiques indiennes." Times of India, 12 juillet 2021, <https://timesofindia.indiatimes.com/blogs/globespottng/india-should-declare-support-for-dalai-lamas-reincarnation-as-the-spiritual-leader-directs-it/>. Amitabh Mathur commente : "L'une des nombreuses mesures progressives qui peuvent être prises, dans le double but de servir de point de pression sur les Chinois et de lever les réticences des Tibétains, est que le gouvernement indien rehausse le profil public de Sa Sainteté le dalai-lama. Dans ce contexte, le tweet du Premier ministre Modi informant qu'il a parlé avec le dalai-lama et l'a salué à l'occasion de son anniversaire est une mesure bienvenue. Il s'agit d'un signal public, non seulement à la Chine mais aussi à la communauté tibétaine en exil, indiquant que l'Inde reste fermement attachée à leur cause. Toutefois, des mesures plus cohérentes doivent être prises."
- <sup>114</sup> <https://securerusercontent.net/198.71.233.163/4vo.170.myftpupload.com/wp-content/uploads/2020/12/TPSA-bill-text-from-consolidated-spending-bill.pdf>
- <sup>115</sup> Les chiffres ci-dessous ont été à l'origine identifiés par l'historien et spécialiste du Tibet Claude Arpi dans un article de blog publié le 24 mars 2019, <https://claudearpi.blogspot.com/2019/03/the-lamas-who-will-select-chinese-15th.html>
- <sup>116</sup> Selon certaines informations, 8 moines auraient été arrêtés, ce qui témoigne des tensions qui règnent au monastère. La source est un rapport du Tibet Information Network, désormais mis hors ligne à la suite de la fermeture du TIN. Cité par International Campaign for Tibet « When the Sky Fell to Earth », <https://savetibet.org/wp-content/uploads/2013/01/2004ReligionReport.pdf>, note de bas de page 96.
- <sup>117</sup> Blog de Claude Arpi, 30 janvier 2013, <https://claudearpi.blogspot.com/2013/01/retiring-and-dalai-lamas-reincarnations.html>
- <sup>118</sup> Tibet Daily en chinois, 7 janvier 2022, [http://www.tibet.cn/cn/culture/zx/202201/t20220107\\_7126858.html](http://www.tibet.cn/cn/culture/zx/202201/t20220107_7126858.html)
- <sup>119</sup> Claude Arpi l'a interviewé pour son blog, posté le 29 septembre 2015: <https://claudearpi.blogspot.com/2015/09/amchok-rinpoche-karma-of-tibet.html>
- <sup>120</sup> Ibid.
- <sup>121</sup> <https://claudearpi.blogspot.com/2019/03/the-lamas-who-will-select-chinese-15th.html>
- <sup>122</sup> Voir aussi ce rapport de l'Association bouddhiste chinoise du 4 septembre 2016: <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/yw1/2016-09-04/11380.html>
- <sup>123</sup> <https://freedomhouse.org/country/tibet/freedom-world/2022>

## À propos

Le Réseau international du Tibet est une coalition mondiale d'organisations non gouvernementales sur les questions du Tibet. Son objectif est de maximiser l'efficacité du mouvement mondial en faveur du Tibet. Le Réseau s'efforce d'accroître la capacité de chaque organisation membre, de développer des campagnes stratégiques coordonnées et d'encourager une coopération accrue entre les organisations, renforçant ainsi le mouvement tibétain dans son ensemble.

Les membres du Réseau sont attachés à la non-violence comme principe fondamental de la lutte tibétaine. Ils considèrent le Tibet comme un pays occupé et reconnaissent le gouvernement tibétain en exil comme le seul gouvernement légitime du peuple tibétain. Au-delà de ces principes, le Réseau international du Tibet respecte la variété des points de vue et des opinions de ses organisations membres, par exemple en ce qui concerne le futur statut politique du Tibet. Le Réseau considère que la diversité renforce son mouvement.

[TibetNetwork.org](http://TibetNetwork.org)



**Note géographique :** le terme « Tibet » désigne les trois provinces tibétaines traditionnelles de l'Amdo, du Kham et de l'Ü-Tsang. Dans les années 1960, la Chine a divisé le Tibet en nouvelles entités administratives : la région autonome du Tibet (RAT) et les préfectures autonomes tibétaines au sein des provinces de Qinghai, Gansu, Sichuan et Yunnan. Lorsque le gouvernement chinois fait référence au Tibet, il se réfère à la RAT.

Image de couverture : Sa Sainteté le dalai-lama lors d'un rassemblement public de prières pour les victimes des inondations à Leh, au Ladakh. 13 septembre 2010.  
Tenzin Choejor / Bureau de Sa Sainteté le dalai-lama.